

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2018 B 24431 Numéro SIREN : 831 151 501 Nom ou dénomination : Financière HYGIE
--

Ce dépôt a été enregistré le 21/08/2019 sous le numéro de dépôt 91141

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 21-08-2019

N° DE DEPOT : 091141

N° GESTION : 2018B24431

N° SIREN : 831151501

DENOMINATION : Financière HYGIE

ADRESSE : 8 rue du Sentier 75002 Paris

MILLESIME : 2018

Financière Hygie
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 18.331.611 Euros
Siège social : 8, Rue du Sentier
75002 Paris

R.C.S Paris 831 151 501

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

COMPTES CONSOLIDES

BILAN

COMPTE DE RESULTATS

ANNEXE

COPIE CERTIFIEE CONFORME

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

(en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2018	31/10/2017
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	5	23 816	15 541
Immobilisations incorporelles	5	32 557	31 036
Immobilisations corporelles	6	18 020	14 970
Autres actifs non courants	7	2 446	2 214
Impôts différés	21	980	642
Total actifs non courants		77 820	64 403
Actifs courants			
Stocks	8	2 790	3 386
Créances Clients	9	4 072	6 620
Autres actifs courants	9	3 226	3 930
Créances d'impôts courants	9	2 600	4 217
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	6 709	8 246
Total actifs courants		19 397	26 398
TOTAL ACTIFS		97 217	90 801

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		31/12/2018	31/10/2017
Capitaux propres			
Capital	11	18 332	13 079
Réserves consolidées		(902)	(3 194)
Résultat		(10 215)	(0)
Capitaux propres - part du groupe		7 215	9 885
Intérêts minoritaires		(1)	14
Total capitaux propres		7 214	9 899
Passifs non courants			
Passifs financiers non courants	12	53 046	44 864
Avantages au personnel - part non courante	13	4 174	2 775
Provisions - part non courante	13	255	2 608
Impôts différés passifs	21	2 504	2 400
Autres passifs non courants		676	3 638
Total passifs non courants		60 656	56 285
Passifs courants			
Passifs financiers courants	12	4 721	3 596
Provisions - part courante	13	1 085	1 313
Dettes fournisseurs	14	9 529	7 095
Dettes d'impôts courants	14	4 899	5 402
Autres passifs courants	14	9 114	7 211
Total passifs courants		29 347	24 617
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		97 217	90 801

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

2.COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2018
Chiffre d'affaires	22	97 496
Achats consommés		(12 028)
Autres achats et charges externes	15	(31 685)
Charges de personnel	16	(51 550)
Impôts et taxes		(1 492)
Autres produits de l'activité courante	17	5 058
Autres charges de l'activité courante	17	(1 550)
EBITDA		4 250
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations		(6 796)
Résultat opérationnel courant		(2 546)
Autres produits et charges opérationnels	18	(1 430)
Résultat opérationnel		(3 976)
Coût de l'endettement financier net	19	(6 171)
Autres produits et charges financiers	20	583
Résultat avant impôt		(9 564)
Impôts courant et différés	21	(736)
Résultat net des activités poursuivies		(10 299)
Résultat des activités destinées à être abandonnées ou cédées		-
Résultat net		(10 299)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(84)
Résultat net - Part du groupe		(10 215)

3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Résultat	Réserve de conversion	Réserves consolidées	Total Part du Groupe	Minoritaires	Capitaux propres
31/10/2017	13 079	0	804	(3 997)	9 885	14	9 898
Résultat net de la période	-	(10 215)	-	-	(10 215)	(84)	(10 299)
Ecart de conversion	(0)	(0)	(9)	(0)	(9)	(0)	(9)
Augmentation de capital	5 253	-	-	10	5 263	-	5 263
Entrée de périmètre	(0)	-	(13)	4 928	4 915	68	4 986
Sortie de périmètre	(0)	-	(1 293)	(1 326)	(2 618)	0	(2 618)
Autres variations	-	-	-	(6)	(6)	-	(6)
31/12/2018	18 332	(10 215)	(512)	(391)	7 215	(1)	7 214

4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Résultat net de l'ensemble consolidé	(10 299)
Elimination des profits / pertes sur actualisation	184
Elimination des amortissements et provisions	7 908
Elimination des produits de dividendes	34
Elimination des plus ou moins values de cession	(8 838)
Elimination de la charge ou produits d'impôts	736
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	6 171
Dividendes reçus des mises en équivalence	
Variation du besoin en fonds de roulement	(27 741)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	(31 847)
Incidence des variations de périmètre	(7 837)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(8 399)
Variation des prêts et avances consentis	38
Subventions d'investissements reçues	77
Acquisition d'immobilisations	370
Dividendes reçus	(34)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENT	(15 785)
Augmentations (réductions) de capital	5 253
Emissions d'emprunts et dettes obligataires	46 378
Remboursements d'emprunts	(2 227)
Intérêts financiers nets versés	(5 487)
Remboursements d'emprunts	(944)
Autres flux liés aux opérations de financement	3 105
FLUX D'ACTIVITE LIES AUX FINANCEMENTS	46 078
Incidence de la variation des taux de change	16
VARIATION DE LA TRESORERIE	(1 537)
Trésorerie d'ouverture	7 345
Trésorerie de clôture	6 709
VARIATION DE LA TRESORERIE	(1 537)

5. NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note liminaire

La Société Financière Hygie (« la Société ») a été immatriculée le 26 juillet 2017 et a démarré son activité en octobre 2017.

La Société a clôturé son exercice social le 31 décembre 2018 correspondant à un premier exercice de 14 mois.

S'agissant d'une première consolidation, et en l'absence d'arrêté des comptes des sociétés opérationnelles au 31 octobre 2017, les comptes consolidés ci-après ont été établis de la façon suivante :

- Exercice social de 14 mois clos au 31 décembre 2018 pour la société Financière Hygie,
- Exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2018 pour l'ensemble des sociétés opérationnelles complété de 2 mois d'activité calculés au prorata temporis sur la base des comptes 2018. Afin de tenir compte de la saisonnalité de l'activité, il a été également pris en compte des écritures de régularisation afin de déterminer les capitaux propres d'ouverture retenu pour le calcul de l'écart de 1ère consolidation.

S'agissant du 1er exercice de Financière Hygie, il n'est pas présenté de données comparatives.

Note 1. Informations générales

La Société Financière Hygie (« la société ») a été immatriculée le 26 juillet 2017 et a démarré son activité le 17 octobre 2017. La Société a clôturé son premier exercice social le 31 décembre 2018 (exercice de 14 mois). Cette Société est de droit français et est domiciliée 8, rue du Sentier 75009 PARIS.

L'objet de la Société en tant qu'entité de tête du Groupe (« le Groupe » ou le « Groupe 5 à Sec ») est de prendre des participations dans les différentes sociétés filiales et de mettre en place le financement de leur activité. Elle détient notamment le rôle d'interlocuteur principal des partenaires financiers.

Les comptes consolidés présentés sont établis en euro et constitue la devise de référence de la société.

Sauf indication contraire les informations financières sont présentées en milliers d'euros.

Le Groupe 5 à Sec constitué de Financière Hygie et ses filiales présente son reporting selon trois activités principales : les magasins « Corporate », la franchise et la logistique.

L'activité franchise regroupe à la fois les franchises locales et internationales.

S'agissant d'une première consolidation, il n'est pas présenté de comparatifs pour les éléments du compte de résultat.

Note 2. Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Le 26 juillet 2017, création de la Société Financière Hygie, SAS au capital social de 18 331 217 €, maison mère du Groupe.

a. Investissements et cessions réalisés

Le 17 octobre 2017, la Société Financière Hygie a acquis directement et indirectement 100 % des titres de 5àsec Group et a procédé à une avance en compte courant de 36 867 KEUR qui a permis à 5àsec Group et ses filiales de rembourser l'ensemble de l'endettement senior (Obligations convertibles et dettes bancaires).

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

A la même date, la société financière Hygie a acquis l'intégralité des titres des sociétés Mezzco, 5àSec Managers et EPQ Pressing, puis par décision du 4 juin 2018, a procédé à leur dissolution sans liquidation.

A la même date, la société 5àsec Group a acquis 93 % de la société Newpresspro portant ainsi sa participation à 100 %. La société Newpresspro détenait elle-même les sociétés : Lyon est Pressing, Gemos, Société de contrôle et de Gestion -Secogest-, Qualisec, Franpress, Tigneu Pressing, Confluence, Pressing Beynost, Sainte Foy Pressing et Pressec. L'ensemble de ses sociétés exploitent des pressings dans la région lyonnaise et grenobloise (réseau Kokliko). Après rachat des parts auprès de minoritaires, les sociétés Gemos, Société de contrôle et de Gestion -Secogest-, Qualisec, Franpress, Tigneu Pressing Pressing Beynost, et Pressec ont fait l'objet d'une dissolution sans liquidation.

Le 15 février 2018, la société a cédé 100 % sa participation dans 5àsec Central Europe (Hongrie).

Le 9 mars 2018, à la suite du rachat de 10% de parts de la société GSBC (nom commercial GroomBox) exploitant un service de conciergerie d'entreprises), 5 à Sec Group devient l'associé unique.

Le 21 mars 2018, la société financière Hygie a acquis directement ou indirectement par sa filiale 5 à Sec Group l'intégralité des parts composant le capital de la société Soyez BCBG, exploitant un service de conciergerie à domicile.

Le 08 août 2018, la société a cédé 100 % de sa participation dans 5àsec Participacoes et ses filiales (Brésil).

Le 27 septembre 2018, 5 à Sec Group s'est porté porte acquéreur de l'ensemble des actions de la société Teintureries Letoumeur exploitant 28 pressings en région parisienne et 4 en Normandie.

b. Financement

En date du 17 octobre 2017, le Groupe, par l'intermédiaire de sa maison mère, a souscrit les lignes de financement suivantes :

- Une dette obligataire convertible « BDC Bonds » pour un montant nominal de 19 618 milliers d'euros, rémunéré à taux fixe de 8%. Les intérêts sont capitalisables à la date anniversaire (1 569 milliers d'euros au cours de l'exercice).
- Une dette bancaire « Unirate Bond » pour un montant initial de 23 000 milliers d'euros, à échéance du 17 octobre 2024, rémunéré à hauteur d'Euribor 3 mois + 6.85%. Cette ligne est destinée à financer les acquisitions du Groupe. Le Groupe a ainsi procédé à un tirage complémentaire de 1 230 milliers d'euros en avril 2018 (financement de l'acquisition de Soyez BCBG) puis en septembre 2018 pour un montant global de 4 056 milliers d'euros dans le cadre de l'acquisition des Teintureries Letoumeur. Cette dette est soumise à un covenant de couvertures de taux d'intérêt de 66.67% sur 3 ans.

En date du 17 octobre 2017, le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale 5 à Sec RIF, a également souscrit auprès de la BESV une ligne de crédit renouvelable (*Revolving Credit Facility*) destinée à financer ses besoins en fonds de roulement, à échéance du 17 octobre 2024. Un premier tirage de 1 000 milliers d'euros a été effectué le 29 janvier 2018 pour une durée de trois mois, renouvelé pour la même durée le 24 avril 2018. En date du 7 juin 2018, le Groupe a procédé à un tirage de 1 200 milliers d'euros pour une durée de 3 mois puis le 26 septembre 2018, pour un même montant. Le solde à la clôture s'élève à 1 200 milliers d'euros. Ces tirages sont rémunérés sur la base d'un taux d'intérêt de 3%.

L'ensemble de ces financements est conditionné par le respect de ratios à date de clôture de chaque arrêté semestriel et annuel. Au 31 décembre 2018, le Groupe respecte les ratios applicables.

c. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

a. Déclaration de conformité

Conformément aux dispositions du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe 5àSec, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union Européenne à cette date. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations (SIC et IFRIC) applicables au 31 décembre 2018.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements de normes tels qu'adoptés par l'Union Européenne qui sont entrés en vigueur au 1er octobre 2017 n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers au 31 décembre 2018. Les nouvelles normes, interprétations et amendements de normes obligatoires pour la période comptable commençant le 1er janvier 2019 n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

IFRS 9 – Instruments financiers

Cette norme remplace IAS 39 – *Instruments financiers- Comptabilisation et évaluation* et énonce les exigences en matière de comptabilisation et de reconnaissance des actifs et des passifs financiers, de dépréciation des instruments financiers, de décomptabilisation et de comptabilité de couverture. La nature et l'effet des principaux changements des méthodes comptables résultant de l'adoption d'IFRS9 portent sur:

- la classification et évaluation des instruments financiers (actifs et passifs) : l'application de la norme n'a pas d'impact significatif dans les comptes consolidés du Groupe.
- Le traitement des renégociations de dette : Le groupe se finance par emprunts bancaires souscrit au cours de l'exercice et qui n'ont pas fait l'objet de renégociations.
- Dérivés et traitement des couvertures : le Groupe a mis en place une politique de couverture et a choisi d'adopter le nouveau modèle général de comptabilité de couverture d'IFRS9, en vertu duquel il doit assurer que les relations de couverture sont cohérentes avec ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques et adopter une approche qualitative et prospective de l'appréciation de l'efficacité de ses couvertures.
- Evaluation des créances clients : le nouveau modèle de dépréciation des créances fondé sur les pertes attendues d'IFRS9 se distingue du modèle de dépréciation fondé sur les pertes subies d'IAS 39. La dépréciation est fonction des pertes anticipées – et non des pertes constatées- calculées à partir de la perte de crédit potentielle et de la probabilité de défaillance. La politique de provisionnement du Groupe a fait l'objet d'une analyse empirique et a conduit à opter pour une approche plus prudente s'agissant des master franchisés notamment internationaux.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Cette norme définit un modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients. Dans le cadre de l'application d'IFRS 15, le Groupe a évalué l'impact potentiel de cette nouvelle norme. Aucun impact significatif n'est constaté par le Groupe au titre de cette norme dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2018.

IFRS 16 – Contrats de location

Cette norme remplacera IAS 17 et établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir au titre des contrats de location. L'impact principal d'IFRS 16 sur les comptes du Groupe concerne l'introduction d'un modèle unique de comptabilisation pour le preneur, lui demandant de reconnaître des actifs et passifs pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une augmentation des actifs et des passifs. Avec cette nouvelle norme, le

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

résultat opérationnel courant devrait augmenter et être en partie ou totalement compensé par une charge d'intérêt plus élevée.

Cette norme est obligatoire pour l'exercice comptable débutant le 1er janvier 2019. Le groupe a décidé de ne pas anticiper son application. L'impact de l'application de la norme sur les comptes consolidés du groupe est en cours d'analyse.

Les comptes individuels des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont tous arrêtés selon les normes locales à la date du 31 décembre. Il est procédé à des retraitements d'homogénéisation afin de les rendre conformes aux normes IFRS.

b. Présentation des états financiers

Le groupe procède à la ventilation de ses actifs et passifs en courant et non courant.

- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée ou dont on s'attend à une réalisation ou un règlement dans les 12 mois suivant la date de clôture sont classés en courant.
- Les actifs immobilisés sont classés en non courant, à l'exception des actifs financiers qui sont ventilés en courant et non courant.
- Les dettes financières devant être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement, la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant.
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

c. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est exercé lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à tirer avantage de ses activités.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Les participations concernent les sociétés dans lesquels le Groupe a de l'influence, mais pas de contrôle significatif sur les politiques opérationnelles ou financières.

Les états financiers consolidés présentent ces participations au bilan, pour leur valeur d'acquisition, pouvant éventuellement donner lieu à dépréciation selon les informations disponibles.

Le choix des méthodes de consolidation répond à la définition de contrôle exprimée par les normes.

d. Conversion des états financiers des entités étrangères

Les entités en devise étrangère, sont converties en euros (monnaie de présentation des états financiers du Groupe) au taux de la parité ci-dessous pour 1 Euro.

	clôture 2018.12	Taux Moyen 2018.12	Taux clôture 2017.10	Taux Moyen 2017.10
Peso argentin	43,2528	43,2528	20,553	20,553
Real brésilien	3,9729	3,5823	3,806	3,806
Franc suisse	1,1269	1,1549	1,162	1,162
Euro	1,0000	1,0000	1,000	1,000
Forint	310,3300	309,1933	311,640	311,640

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Les bilans des filiales exprimés en devises étrangères sont convertis en euros en utilisant le taux de change de clôture, alors que le taux moyen est utilisé pour la conversion des comptes de résultat et des tableaux de flux de trésorerie. Dans le cas de variations significatives des cours de change ou celui d'économies hyperinflationnistes, les états financiers de ces filiales sont convertis au taux de clôture. Les gains ou pertes de change, réalisés ou latents, sont isolés de manière spécifique dans les fonds propres. Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées au taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de clôture. Les écarts en résultant sont enregistrés en compte de résultat.

Tout goodwill provenant de l'acquisition d'une entité étrangère et tout ajustement nécessaire sur la valeur des actifs et passifs liés à cette acquisition sont convertis en euro au taux de clôture.

Hyperinflation en Argentine

L'Argentine est à compter du 1er juillet 2018 considérée comme un pays en hyperinflation. La norme IAS 29 « information financière dans les économies hyperinflationnistes » s'applique donc aux entités dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin. La norme IAS 29 requiert de retraiter les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique. Ce retraitement consiste à appliquer un indice général des prix, de sorte que les états financiers soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non-monétaires doivent être corrigés de l'inflation pour refléter leur « valeur réelle » à la date de clôture. De même, le compte de résultat est retraité pour corriger l'inflation constatée sur la période. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture. Les dispositions de la norme IAS 29 doivent s'appliquer au début de l'exercice au cours duquel le pays est considéré en hyperinflation. Ainsi dans les états financiers au 31 décembre 2018, les dispositions de la norme prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2018 comme si l'Argentine avait toujours été hyperinflationniste.

En application de la norme IAS 21, il n'est pas possible de retraiter les exercices publiés antérieurement au passage en comptabilité d'hyperinflation.

Le Groupe n'est pas significativement exposé à ce pays.

e. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe est principalement composé de :

1. Prestations de services, le chiffre d'affaires est alors reconnu lorsque le service est rendu au client,
2. Livraisons de biens, le chiffre d'affaires est alors reconnu lors du transfert de propriété du bien au client.

f. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition (goodwill) dégagé dans le cadre d'un regroupement d'entreprise est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt acquise par le Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. L'estimation de la juste valeur de l'actif net acquis fait l'objet d'une révision si les informations complémentaires sont portées à la connaissance du Groupe dans les 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les goodwill ne sont pas amortis. Conformément à IAS 36, ils sont évalués à la clôture à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur, comme décrit en note "Test de valeur des actifs". En cas de diminution de valeur, la dépréciation est enregistrée en Dotations nettes aux amortissements et dépréciations.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Lorsque le coût d'un regroupement d'entreprises est inférieur à la part d'intérêt acquise dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables, un écart d'acquisition négatif (*badwill*) est comptabilisé directement en résultat de la période de l'acquisition, en Dotations nettes aux amortissements et dépréciations. Une perte de valeur comptabilisée pour un *goodwill* ne peut pas être reprise lors d'une période ultérieure.

Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable et sans substance physique. Il peut être séparable ou issu d'un droit contractuel et légal. Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie non définie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture conformément à IAS 36.

g. Immobilisations corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements sont comptabilisés à leur coût d'achat soumis à un amortissement le cas échéant

L'amortissement est comptabilisé dans le compte de résultat sur une base linéaire couvrant la durée de vie estimée de l'immobilisation. Les terrains ne sont pas amortis. Le Groupe préconise dans ses filiales l'utilisation de durée proches des durées de vie suivantes :

a) Constructions	30 ans
b) Agencements et aménagements	5-15 ans
c) Equipements / Mobilier magasins	5-15 ans
d) Installations tech, matériel & outillage	5 ans
e) Autres immobilisations corporelles	5 ans

h. Test de valeur des actifs

En application de la norme IAS 36, à chaque clôture, le Groupe apprécie s'il existe un indice de perte de valeur de ses actifs pouvant se traduire par la comptabilisation d'une dépréciation en complément des amortissements pratiqués.

Les écarts d'acquisition acquis lors de regroupements d'entreprises sont testés dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et, au moins, une fois par an afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, c'est-à-dire au montant qui serait recouvré par leur utilisation ou leur vente.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Une perte de valeur constatée sur un écart d'acquisition, ne peut être reprise en raison d'une augmentation de sa valeur recouvrable.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont regroupés avec d'autres actifs et passifs au sein d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), ou groupe d'UGT. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La segmentation du Groupe en UGT a été établie sur la base des pays, chacune d'elles regroupant les entités juridiques qui y opèrent. En conséquence, les écarts d'acquisition ont systématiquement été affectés aux pays.

Détermination de la valeur recouvrable :

Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable et en la comparaison de la valeur recouvrable de l'UGT à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité. Dans le cas présent, la méthode la plus appropriée pour approcher la valeur recouvrable est basée sur les flux de trésorerie futurs. Ces derniers ont été estimées à partir du Business Plan 2019- 2023 établi par la direction du groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de la valeur recouvrable sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Argentine	Suisse	Espagne	France	DCI	Luxem- bourg	Portugal
WACC	21.3 %	8.4%	10,3 %	10.3%	8.4 %	10.3 %	10,3%
Taux de croissance à l'infini	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %

Analyse de sensibilité des tests de dépréciation :

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur recouvrable aux variations du WACC et du taux de croissance à l'infini.

(en millions d'euros)	WACC		Tx de croissance à l'infini	
	-0.5%	+0.5%	-0.5%	+0.5%
France	4.7	-2.2	-1.2	+4.5
Espagne	0.8	-0.2	0.0	0.6
Luxembourg	1.0	-0.2	-0.1	+0.8
Portugal	0.7	-0.2	-0.0	+0.5
Argentine	0.0	0.0	0.0	0.0
Suisse	+1.7	-1.4	-1.1	+1.3
DCI	+1.9	-1.7	-1.3	+1.4

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la dépréciation aux variations du WACC et du taux de croissance à l'infini.

(en millions d'euros)	WACC		Tx de croissance à l'infini	
	-0.5%	+0.5%	-0.5%	+0.5%
France	0,0	0.0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0
Hongrie	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0
Argentine	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0
DCI	0,0	0,0	0,0	0,0

Répartition des écarts d'acquisition par UGT au 31 décembre 2018 :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	Suisse	Espagne	France	Luxembourg	Hongrie	Portugal	TOTAL
Valeurs brutes à l'ouverture	4 829	37	7 947	1 656	0	1 090	15 559
Dépréciations cumulées à l'ouverture	(20)	-	2	-	0	-	(18)
Valeurs nettes au 31/10/2017	4 809	37	7 949	1 656	0	1 090	15 541
Ecart de conversion	(130)	-	-	-	2	-	(253)
Redassement	130	-	2 549	-	(267)	-	2 524
Entrée de périmètre	-	-	5 731	-	-	-	5 731
Sortie de périmètre	-	-	-	-	265	-	265
Valeurs brutes au 31/12/2018	4 829	37	16 226	1 656	-	1 090	23 825
Ecart de conversion	6	-	58	-	(0)	-	119
Reclassement	4	-	(60)	-	-	-	(113)
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	(11)	-	(0)	-	0	-	(11)
Valeurs nettes au 31/12/2018	4 818	37	16 226	1 656	0	1 089	23 816

i. Contrats de location

Les crédits-baux pour les lesquels le Groupe assume les risques et bénéfices de la propriété sont classifiés comme des crédits-baux financiers. Ces contrats de location-financement doivent, au début de la période de location, être comptabilisés à l'actif et au passif de leur bilan pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation à utiliser pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location est le taux d'intérêt implicite du contrat de location si celui-ci peut être déterminé, sinon le taux d'emprunt marginal du preneur doit être utilisé. Les coûts directs initiaux encourus par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé en tant qu'actif.

Les paiements minimaux au titre de la location doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Pour chaque période comptable, un contrat de location-financement donne lieu à une charge d'amortissement de l'actif amortissable et à une charge financière. La méthode d'amortissement des actifs loués doit être cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède l'entité, et la dotation aux amortissements doit être calculée selon le même plan d'amortissement que les immobilisations.

A la fin de la plupart des contrats de crédit-bail, le Groupe bénéficie d'une option d'achat à une valeur résiduelle contractuelle.

j. Stocks

Les stocks sont comptabilisés au minimum du coût d'achat et de la valeur nette réalisable. La valeur nette réalisable est le prix de vente estimé dans le cadre de transactions ordinaires, duquel sont retranchés les coûts estimés de distribution.

La valorisation des stocks est basée sur le principe du "First-In, First-Out" et intègre les frais d'acquisition et de transport de ces biens.

Les dépréciations de stocks sont calculées en appliquant, par famille de produits invendus, un taux de dépréciation fonction de l'écoulement des articles et leur dernière date de vente. Les taux de dépréciation sont revus périodiquement.

Le montant de la provision pour dépréciation des stocks au 31 décembre 2018 s'élève à 155 k€.

k. Impôts

L'impôt sur le résultat portant sur le profit ou la perte de la période comprend les impôts courants et différés. L'impôt sur le résultat est constaté dans le compte de résultat sauf dans la mesure où il concerne des éléments directement passés en fonds propres, auquel cas il est constaté en fonds propres.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

L'impôt courant est l'impôt attendu sur le revenu imposable de l'exercice, utilisant le taux d'imposition en vigueur ou principalement en vigueur à la date de clôture, ainsi que d'éventuels ajustements sur l'impôt dû au titre des exercices précédents.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales.

Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte dans ce calcul : Ecart d'évaluation non fiscalement déductible et différences liées à des investissements dans des filiales dans la mesure où elles ne seront probablement pas récupérables dans le futur.

Le montant des actifs et passifs d'impôts différés est basé sur la méthode attendue pour leur réalisation, en utilisant le taux d'imposition en vigueur ou principalement en vigueur à la date de clôture

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnu nécessite que le management fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale.

I. Disponibilités

Les disponibilités regroupent les comptes bancaires et les dépôts.

m. Avantages du personnel

- *Participation des salariés*

Les avantages liés à une éventuelle participation des salariés sont comptabilisés en charges de la période dans le résultat d'exploitation.

- *Indemnités de départ à la retraite*

Ce point concerne principalement les filiales en France et en Suisse.

Concernant la France : L'obligation nette du Groupe en terme de départ à la retraite est calculée comme suit :

Une estimation est faite du montant futur acquis par les salariés pour leur activité sur la période et les périodes précédentes. L'évaluation de l'engagement est basée sur un âge de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté, ainsi qu'une progression annuelle de 1.8% des salaires (vs 1,0 % en 2017) et un taux d'actualisation de 1.60 % (vs 1,30% en 2017).

La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2012-2014 par sexe)

L'impact dans les comptes consolidés des sociétés françaises pour une provision totale de 1 209 K€ est réparti comme suit :

Réserves consolidées :	1 187 K€
Compte de résultat :	23 K€
Impôts différés actif :	312 K€

Concernant la Suisse : La première provision pour les risques liés aux indemnités de retraites a eu lieu lors de l'exercice 2012. Cette position a été prise après la requalification du système de retraite Suisse en tant que régime à prestations définies.

L'impact dans les comptes consolidés des sociétés Suisse pour une provision totale de 2 941 K€ est réparti comme suit :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Réserves consolidées :	2 853 K€
Compte de résultat :	86 K€
Impôts différés actif :	665 K€

La méthode d'évaluation de l'obligation est la « méthode des unités de crédit projetées ». Selon cette méthode, les prestations dues selon le plan de prévoyance sont projetées dans le futur, attribuées au prorata des années de service, puis actualisées à la date de l'évaluation.

Sont évaluées les prestations de la Fondation prévues en cas de retraite, d'invalidité, de décès et de sortie. Sont également intégrées dans l'évaluation les prestations minimales prévues par la loi. Selon IAS19, toute obligation implicite découlant du plan de prestations dont le financement doit effectivement être assumé par la Société doit également être évaluée.

A ce sujet :

- Il n'existe aucune obligation implicite d'adapter les rentes en cours.
- Il a été tenu compte d'une obligation implicite de créditer des intérêts futurs sur les obligations à un certain taux.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont:

	31.12.2018	31.12.2017
Taux d'actualisation	0,78%	0,65%
Taux d'augmentation des salaires	0.5%	0.5%
Taux d'augmentation des rentes	0,00%	0,00%
Table de mortalité	LPP2015G	LPP2015G
Intérêt crédité de l'avoir vieillesse	1,00%	1,00%
Proportion des versements en capital	50,00%	40,00%
Age de la retraite (femmes/hommes)	64/65	64/65
Probabilité de sortie	LPP2015	LPP2015
Proportion d'invalidité	LPP2015	LPP2015

n. Capital

Dividendes :

Les dividendes sont reconnus comme une dette dès l'affectation du résultat des sociétés distributrices.

o. Emprunts porteurs d'intérêts

Les emprunts porteurs d'intérêts sont reconnus à leur valeur nominale.

Les intérêts payés (Cash) ou capitalisés (PIK) sont comptabilisés en charges (ou provisionnés) sur l'exercice auquel ils se rattachent.

Les frais d'émission d'emprunts directement attribuables lors de l'émission d'un passif financier sont déduits de la juste valeur initiale du passif concerné puis étalés sur la durée de vie selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différents emprunts souscrits par la Société sont détaillés en note 2.b Financement.

p. Provisions

Une provision est constatée dans le bilan lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé, et s'il est probable que cette obligation résultera en une charge. Si l'impact est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus avec un taux d'actualisation (avant impôt) reflétant les estimations du marché sur le coût de l'argent et, lorsque nécessaire, les risques spécifiques à cette obligation.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

q. Utilisation d'estimations

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que sur celle de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Des changements de faits et circonstances économiques et financières peuvent amener la Groupe à revoir ses estimations.

Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers et de marchés disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels, la valeur est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent :

- la valorisation des Goodwill,
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité,
- les actifs d'impôts différés
- la valorisation des engagements de retraite

Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

r. Gestion des risques et instruments financiers

Dans le cadre de ses activités usuelles, le Groupe est exposé aux risques de crédit, de change et de taux.

1. Risque de crédit

Le management a une politique en place permettant d'estimer le risque de crédit. Des évaluations de risque sont faites sur les demandes de crédit dépassant le plafond fixé.

A la date de clôture, aucune concentration significative de risque n'a été identifiée. Le niveau de risque maximal est constitué de la valeur nette de chaque créance du bilan.

2. Risque de taux

En sa qualité de tête de Groupe, la Société assure la quasi-totalité du financement du Groupe et centralise la gestion du risque de taux. Financière Hygie a mis en place une politique de couverture de sa dette à taux variable (Unirate bonds) avec l'objectif de sécuriser les cash-flows futurs en figeant ou plafonnant le taux d'intérêt payé.

Le Groupe a ainsi souscrit avec des partenaires bancaires 3 caps pour un nominal de 23 000 k€ couvrant une période allant pour le plus long d'entre eux jusqu'en octobre 2022.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Ces instruments de couverture ont été appréhendés en « *Cash-flow Hedge* » sur l'exercice. Cette comptabilité de couverture des flux de trésorerie a pour conséquence la reconnaissance des instruments dérivés au bilan de clôture à leur valeur de marché (impact de 55 k€ pour le Groupe) avec la variation de juste valeur sur la partie efficace de la couverture enregistrée en capitaux propres (-23 k€) et la partie inefficace en résultat (-32 k€).

La sensibilité de la valorisation des instruments de couverture à la valeur de marché à une variation de taux d'intérêt de plus ou moins 0,5 % est la suivante :

Sensibilité en milliers d'euros	
Baisse des taux de 0,50%	Hausse des taux de 0,50%
10 K€	136 k€

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des différents modes de valorisation utilisés et s'appuie sur cette classification en conformité avec les normes comptables internationales pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur à la date d'entrée :

- *Catégorie de niveau 1*
Instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif.

- *Catégorie de niveau 2*
Instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables
- *Catégorie de niveau 3*

Instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les instruments de couverture sont classés en catégorie de niveau 2.

3. Risque de change

Le Groupe subit un risque de change dans le cadre des ventes, achats et emprunts, dont certains sont libellés en devises étrangères. Les devises présentant le risque le plus significatif, du fait des montants en jeu, sont le franc suisse et le peso argentin.

Le Groupe a comme politique de ne pas couvrir le risque de change sur les créances, dettes et emprunts libellés dans des monnaies étrangères. A la date de clôture de l'exercice, le Groupe a une exposition limitée sur le peso argentin.

L'exposition au risque de change par principale devise est le suivant :

(en milliers d'euros)	CHF	ARS	Total
Actif circulant	7 185	102	7 287
Passif circulant	7 892	131	8 023

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 4. Périimètre de consolidation

Société	Pays	Devise	Méthode(1) et (2)			Méthode (1) et (2)		
			% Intérêt 31/12/2018	% Contrôle 31/12/2018	31/12/2018	% Intérêt 31/12/2017	% Contrôle 31/12/2017	31/12/2017
Financière Hygie	France	EUR	100	100	Société mère	100	100	Société mère
Sasec Group SAS	France	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Sasec France	France	EUR	100	100	IG	100	100	IG
GSBC	France	EUR	100	100	IG	90	100	IG
Sasec RIF	France	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Sasec Latam	France	EUR	100	100	IG	100	100	IG
CONFLUENCE	France	EUR	100	100	IG	75	100	IG
NEWPRESSPRO	France	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Part Dieu Pressing	France	EUR	100	100	IG	100	100	IG
ST FOY	France	EUR	95	100	IG	95	100	IG
Baechler								
Teinturiers	Suisse	CHF	100	100	IG	100	100	IG
DCI	Suisse	CHF	100	100	IG	100	100	IG
Sasec Luxembourg	Luxembourg	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Monplaisir	Luxembourg	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Sasec Argentina SA	Argentine	ARS	99	100	IG	99	100	IG
BRB Argentina SA	Argentine	ARS	98	100	IG	98	100	IG
Dilexia SA	Argentine	ARS	99	100	IG	99	100	IG
Sasec Espagne	Espagne	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Sasec Portugal	Portugal	EUR	100	100	IG	100	100	IG
Le Tourneur	France	EUR	100	100	ENTREE	-	-	NI
SBCBG	France	EUR	100	100	ENTREE	-	-	NI
PRESS38	France	EUR	100	100	ENTREE	-	-	NI
EPQ	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
MEZZCO	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
SASECMANCO	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
MySàdom	France	EUR	-	-	FUSION	60	100	IG
Pressec	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
Vitton Pressing	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
QUALISEC	France	EUR	-	-	FUSION	90	100	IG
SECOGEST	France	EUR	-	-	FUSION	90	100	IG
FRANPRESS	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
GEMOS	France	EUR	-	-	FUSION	90	100	IG
Lyon Est Pressing	France	EUR	-	-	FUSION	90	100	IG
BEYNOST	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
TIGNIEU	France	EUR	-	-	FUSION	100	100	IG
Sasec Participacoes	Brésil	BRL	-	-	CESSION	100	100	IG
DRILAV	Brésil	BRL	-	-	CESSION	100	100	IG
Sasec Do Brazil								
Franchising	Brésil	BRL	-	-	CESSION	100	100	IG
Losec	Brésil	BRL	-	-	CESSION	100	100	IG
Sasec Hongrie	Hongrie	HUF	-	-	CESSION	100	100	IG

(1) IG: Intégration globale
 (2) NI : Non-intégré

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2018 se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	Frais de R&D	Logiciels	Marque	Droit au bail	Concessions, brevets & droits similaires	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeurs brutes à l'ouverture	125	5 404	29 222	290	895	568	36 505
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture	(80)	(3 760)	(529)	-	(782)	(320)	(5 469)
Valeurs nettes au 31/10/2017	45	1 645	28 693	290	114	249	31 036
Acquisitions	85	1 400	-	63	95	(257)	1 386
Cessions	-	(66)	-	-	(14)	(256)	(336)
Ecart de conversion	-	128	18	-	0	2	148
Reclassement	8	23	-	-	(8)	(3 103)	(3 081)
Entrée de périmètre	-	222	-	857	-	3 761	4 841
Sortie de périmètre	-	(108)	-	-	(63)	(358)	(529)
Variations de juste valeur	-	46	-	-	-	6	51
Valeurs brutes au 31/12/2018	218	7 049	29 240	1 210	905	362	38 985
Amortissements nets	(22)	(1 306)	(35)	(66)	(21)	(41)	(1 490)
Reprise sur cession	-	64	-	-	14	256	335
Reprise d'exploitation	-	201	-	-	-	-	201
Redassement	(15)	(78)	-	-	(0)	(256)	(349)
Ecart de conversion	-	(111)	(16)	-	(0)	429	302
Changement de méthode	-	(4)	-	-	-	(6)	(10)
Entrée de périmètre	-	(145)	-	-	-	(28)	(172)
Sortie de périmètre	-	70	-	-	63	92	225
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	(116)	(5 068)	(580)	(66)	(723)	126	(6 428)
Valeurs nettes au 31/12/2018	102	1 981	28 660	1 144	182	488	32 557

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles au 31/12/2018 se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	Constructions	Agencements et aménagement	Equipements Mobillier magasins	Installations tech, matériel & outillage	Autres Immobilisations corporelles	Immo. corporelles en cours	TOTAL
Valeurs brutes à l'ouverture	1 030	30 054	17 906	8 599	4 617	518	62 725
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture	(411)	(24 661)	(13 727)	(5 900)	(2 996)	(61)	(47 756)
Valeurs nettes au 31/10/2017	619	5 393	4 179	2 699	1 621	457	14 970
Acquisitions	556	1 708	961	1 423	1 573	273	6 496
Cessions	(521)	(655)	(238)	(130)	(297)	(392)	(2 232)
Reclassement	-	362	104	27	(188)	11	316
Ecart de conversion	1	540	248	(2)	46	(9)	824
Entrée de périmètre	243	2 641	-	4 276	364	-	7 523
Sortie de périmètre	(190)	(119)	(116)	(806)	(172)	(1)	(1 405)
Changement de méthode	-	7	161	-	-	1	170
Valeurs brutes au 31/12/2018	1 119	34 539	19 028	13 387	5 942	402	74 417
Amortissements nets	(472)	(1 356)	(784)	(1 462)	(899)	(11)	(4 985)
Reprise sur cession	429	243	203	485	246	-	1 605
Reprise d'exploitation	-	-	-	(2)	16	26	39
Reclassement	-	(221)	(120)	(102)	106	-	(338)
Ecart de conversion	(0)	(436)	(180)	(1)	(40)	22	(636)
Changement de méthode	-	(5)	(179)	-	-	(1)	(185)
Entrée de périmètre	(239)	(2 821)	-	(1 934)	(166)	-	(5 159)
Sortie de périmètre	87	46	93	703	89	-	1 017
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	(606)	(29 211)	(14 695)	(8 214)	(3 645)	(25)	(56 397)
Valeurs nettes au 31/12/2018	513	5 327	4 332	5 173	2 297	377	18 020
Dont Immobilisation en crédit-bail	-	-	720	489	717	-	1 926

Note 7. Autres actifs non courants

Les autres actifs courants se composent de :

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/10/2017
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Titres de participation non consolidés	382	(2)	380	385
Prêts, cautionnements et autres créances	2 123	(57)	2 066	1 828
Total des autres actifs financiers non courants	2 506	(59)	2 446	2 214

Les titres de participation représentent des participations non significatives dans des entreprises et ne sont donc pas consolidés.

Note 8. Stocks et en-cours

Les stocks et en cours au 31/12/2018 se détaillent ainsi :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	Consommables	Outillage magasins	Equipements magasins	Autres stocks	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	2 100	757	155	552	3 564
Dépréciations cumulées à l'ouverture	0	(44)	(13)	(121)	(178)
Valeurs nettes au 31/10/2017	2 100	714	142	430	3 386
Variation nette de la période	(49)	89	46	(206)	(120)
Sortie de périmètre	(60)	(343)	-	(21)	(424)
Autre Variation	(52)	(5)	(13)	(4)	(74)
Valeurs brutes au 31/12/2018	1 939	499	187	320	2 945
Dépréciation	-	9	(15)	(6)	(12)
Sortie de périmètre	-	50	-	-	50
Autre Variation	(0)	(15)	-	-	(15)
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	0	-	(28)	(127)	(155)
Valeurs nettes au 31/12/2018	1 939	499	159	193	2 790

Note 9. Créances clients et autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/10/2017
Créances clients - brut	6 012	7 407
Factures à établir	696	1 483
Dépréciations sur créances clients	(2 636)	(2 269)
Créances clients nettes	4 072	6 620

Les autres actifs courants et les créances d’impôts courants se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/10/2017
Autres créances d'exploitation	352	246
Créances sociales	136	234
Autres créances diverses	1 442	1 080
Charges constatées d'avance	1 296	2 369
Créances fiscales	2 600	4 217
Autres actifs courants et créances d'impôts courants	5 825	8 147

Note 10. Trésorerie

La trésorerie au 31 décembre 2018 se compose ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/10/2017
Placements et équivalents de trésorerie	57	76
Disponibilités	6 651	8 169
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 709	8 246

Note 11. Capital social

Au 31 décembre 2018, le capital social de 18 331 217 euros composé de 18 331 217 actions à 1 €. Il se repartie de la manière suivante:

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

	31/12/2018
Nombre d'actions	
Nombre d'actions à la création	13 078 624
Augmentation de capital	5 253 593
Capital social à la clôture	18 332 217

Note 12. Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés ci-dessous :

Les variations de juste valeur sont liées aux retraitements des frais d'émission des emprunts conformément à IFRS 9 et des couverture de taux.

Dettes Obligataires

Les dettes obligataires convertibles sont considérés comme des quasi fonds propres au sens de la documentation bancaire.

(en milliers d'euros)	31/10/2017	Entrée de périmètre	Augmentations	Diminutions	Variation de juste valeur	Redassements	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2018
BDC Bonds - non courant	19 618	-	-	-	(631)	1 569	-	-	20 556
Dettes obligataires convertibles	19 618	-	-	-	(631)	1 569	-	-	20 556

Dettes auprès d'établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/10/2017	Entrée de périmètre	Augmentations	Diminutions	Variation de juste valeur	Redassements	Sorties de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2018
Unirate Bonds	23 000	-	6 627	-	136	-	-	-	29 763
Emprunts auprès établis. de crédit	1 363	1 930	730	(1 723)	-	(0)	(44)	(19)	2 236
Emprunts auprès établis. de crédit - crédit-bail	2 696	139	1 480	(1 526)	-	(12)	(51)	3	2 730
Autres emprunts et dettes assimilées	13	-	1 203	(6)	-	(8)	-	(2)	1 201
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	(0)	-	-	-	-	-	-	-	(0)
ICNE - Unirate Bonds (Mezzanine)	197	-	2 305	(2 039)	-	-	-	-	463
ICNE - BDC Bonds (Senior acquisition)	193	-	1 927	(193)	-	(1 569)	-	-	358
ICNE - Autres dettes	15	-	0	0	-	-	-	-	15
Concours bancaires (trésorerie passive)	1 388	-	-	(943)	-	-	-	-	445
Total des passifs financiers	28 842	2 069	14 273	(6 430)	137	(1 590)	(95)	(19)	37 211

L'échéancier des décaissements futurs des dettes obligataires convertibles et emprunts est détaillé ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Moins d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
BDC Bonds - non courant	-	-	-	-	-	20 556	20 556
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-	-	20 556	20 556
Unirate Bonds - non courant	-	-	-	-	-	29 763	29 763
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	-	602	516	63	1 182	376	1 558
Emprunts auprès établis. de crédit - crédit-bail - non courant	-	832	445	153	1 430	(277)	1 153
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	678	-	-	-	-	-	678
Emprunts auprès établis. de crédit - crédit-bail - courant	1 271	-	-	-	-	307	1 577
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	-	32	-	-	32	(31)	1
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	1 201	-	-	-	-	-	1 201
ICNE - BDC Bonds (Senior acquisition) - courant	358	-	-	-	-	-	358
ICNE - Unirate Bonds (Mezzanine) - courant	463	-	-	-	-	-	463
ICNE - Autres dettes - courant	15	-	-	-	-	(15)	-
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-	-	-	-	-	15	15
Dettes auprès d'établissement de crédit	4 537	1 468	961	216	2 645	30 029	37 211

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 13. Provisions

Les provisions ci-dessous sont ventilées par natures et par échéances (à moins d'un an et à plus d'un an)

(en milliers d'euros)	31/10/2017	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2018
Provisions pour litiges - non courant	2 533	(8)	-	(2 526)	-
Autres provisions pour risques - non courant	60	129	(25)	17	181
Autres provisions pour charges - non courant	15	59	-	-	74
Total des provisions non courantes	2 608	181	(25)	(2 509)	255

(en milliers d'euros)	31/10/2017	Dotation exploitation	Reprise d'exploitation	Autres	31/12/2018
Provisions pour litiges - courant	16	4	-	1	21
Autres provisions pour risques - courant	331	744	(21)	9	1 063
Autres provisions pour charges - courant	966	223	(19)	(1 170)	(0)
Total provisions courantes	1 313	971	(40)	(1 160)	1 085

Les principales variations concernent les sorties de périmètre de la période.

Note 14. Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et autres passifs courants se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/10/2017
Dettes fournisseurs	9 529	7 095
dont Factures non parvenues	1 161	672
Clients - Avances et acomptes reçus	45	98
Dettes sociales - courant	7 205	4 971
Credit Cash	405	394
Autres dettes - courant	234	189
Produits constatés d'avance et autres comptes de	1 220	1 474
Clients - Avoirs et RRR	39	80
Comptes courants groupe passifs - courant	(35)	6
Dettes d'impôts courants	4 899	5 402
Total Autres passifs courants	14 012	12 613

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/10/2017
Dettes fiscales - non courant	-	3 150
Produits constatés d'avance - non courant	440	438
Dettes sociales - non courant	-	46
Comptes courants groupe passifs - non courant	-	3
Autres dettes - non courant	236	1
Total Autres passifs non courants	676	3 638

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 15. Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes sont composés de :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Consommables	(2 102)
Fluides (eau, électricité, gaz)	(5 388)
Locations et charges locatives	(13 621)
Personnel intérimaire	(265)
Dépense de Marketing	(1 173)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(2 109)
Autres charges externes	(7 025)
Total autres achats et charges externes	(31 685)

Note 16. Charges de personnel

Au 31 décembre 2018 les charges de personnel se composent de :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Salaire et traitements	(42 076)
Charges sociales	(8 586)
Bonus	(514)
Autres charges de personnel (dont intéressement)	(374)
Total	(51 550)

Le nombre d'employés au 31/12/2018 (en ETP) est de 1 398

(en milliers d'euros)	2018.12
Cadres	83
Agents de maîtrise et techniciens	152
Employés	859
Ouvriers	304
Total	1 398

Note 17. Produits et charges courants

Les produits et charges courants se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Autre produits d'exploitation courante	3 041
Production immobilisée	222
Subventions d'exploitation	619
Autres produits	309
Transferts de charges d'exploitation	337
Rep./dép. des créances (actif circulant)	530
Total autres produits courants	5 058
Autres charges	(552)
Pertes sur créances irrécouvrables	(388)
Litiges magasins	(555)
Dot./dép. des actifs circulants	(56)
Total autres charges courantes	(1 550)

Note 18. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se détaillent ainsi :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Charges excep. s/ exercices antérieurs	(4)
VNC des titres conso cédés	4 381
Autres charges opérationnelles	(5 618)
Produits de cession de titres (conso.)	348
Produit/charge nette sur cession d'immo. incorp.	(0)
Produit/charge nette sur cession d'immo. corp.	(304)
Subv. invest. virées au résult. de l'ex.	41
Autres produits opérationnels	718
Dot. excep. dép. actif circulant	(988)
Total	(1 430)

Note 19. Coût de l'endettement

Le coût de l'endettement financier net se compose ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Intérêts BDC Bonds (Mezzanine)	(1 734)
Intérêt Unirate (acquisition)	(2 012)
Charges d'intérêts sur emprunt	(362)
Unirate debt fees	(495)
Intérêts payés sur C/C	(47)
Autres intérêts	(1 272)
Autres chges financières sur équiv. de trésorerie	(249)
Coût de l'endettement financier brut	(6 170)

Note 20. Autres produits et charges financières

Les autres produits et charges financières se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains de change	1 016
Produits de cession de titres	49
Transfert de charges financières	1 352
Total autres produits financiers	2 423
Pertes de change	(1 388)
Variation de juste valeur (charge)	(32)
Autres charges financières	(67)
Charge d'actualisation	(184)
VNC des titres cédés	(169)
Total autres charges financières	(1 840)
Total	583

Note 21. Impôts

- Charge nette d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Charge d'impôt exigible	(596)
Charge d'impôt différé	(141)
Total	(737)

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

• Impôts différés par natures

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Différences temporaires	(95)
Déficits fiscaux reportables	8
Impôts différés sur retraitements	255
Dépréciation IDA	(26)
Impôts différés liés à la marque	
Impôt différé net	141

• Preuve d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Résultat net consolidé avant écart d'acquisition	(10 299)
Impôts comptabilisés	(736)
Résultat consolidé avant impôt et amortissement écart d'acquisition	(9 563)
Taux d'impôt constaté	-7,70%
Taux de droit commun	28,00%
Charge théorique d'impôt (B)	2 956
Ecart à expliquer	(3 702)
Ecart permanent	761
Retraitements conso sans ID	(1 812)
Impôts différés de l'exercice non reconnus	4 737
Autres (dont écart de taux)	16
Total impôts	3 702

Le montant du report déficitaire (non reconnu) du Groupe d'intégration fiscale s'élève à 49 013 k€ à la clôture de l'exercice.

• Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Impôts différés actifs à l'ouverture	642
Impôts différés passifs à l'ouverture	2 400
Impôts différés nets à l'ouverture	1 758
Charge de l'exercice	(141)
Autres variations	375
Impôts différés nets à la clôture	1 524
Dont impôts différés actifs	980
Dont impôts différés passifs	2 504

Les autres variations de la période correspondent pour l'essentiel aux entrées de périmètre.

Note 22. Information additionnelle sur la répartition du chiffre d'affaires

• Chiffre d'affaires réparti par zones géographiques :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Argentine	4 026
France	40 856
Suisse	32 037
Espagne	6 368
Luxembourg	7 580
Portugal	4 898
Hongrie	554
Brésil	777
Total Chiffre d'Affaires	97 496

- Chiffre d'affaires réparti par type d'activités :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
B2C Revenues	73 553
B2B revenues	10 000
B2B2C revenues	72
Franchise	5 506
Logistique	3 083
Production vendue de services	5 112
Ventes de marchandises	169
Total Chiffre d'Affaires	97 496

Note 23. Informations relatives aux parties liées

- Identités des parties liées

Les conventions passées entre la Société 5àSec Group et ses sociétés affiliées sont une convention de gestion de trésorerie, une convention de prestation de services aux termes de laquelle la société fournit notamment des prestations de direction générale, de positionnement marketing (marques, concepts, communication...), de coordination techniques (achats, investissement, optimisation du parc...), d'organisation administratives, financières, et une convention d'intégration fiscale.

- Transaction avec les dirigeants

Le Management du Groupe détient 3,9% de la Société Financière Hygie par l'intermédiaire de sociétés ad'hoc (pourcentage de détention des droits de vote sur la base des fonds propres et quasi-fonds propres).

- Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration

L'information sur les rémunérations reçues des membres des organes de direction de l'entreprise consolidante au titre de leurs fonctions dans des entreprises contrôlées n'est pas donnée car cela reviendrait à communiquer des rémunérations individuelles.

- Relations avec d'autres parties liées :

Il n'y a pas eu en 2018 de transactions avec les autres parties liées.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 24. Engagements hors bilan

• Engagements reçus

Engagement des Banques prêteuses

Dans le cadre de la Convention de Crédits signée en date du 17 octobre 2017, le Groupe, via sa filiale 5 à Sec RIF, dispose d'une ligne de Crédit Renouvelable (*Revolving Credit Facility*) destinée à financer ses besoins en fonds de roulement, d'un montant maximum de 5 000 K€ dont 3 800 k€ non tiré au 31 décembre 2018.

Option d'achat

Dans le cadre de la cession de sa filiale brésilienne, le Groupe dispose d'une option d'achat des parts de 5àsecParticipacoes de 5 ans à compter du 8 mai 2020. Cette option est assortie d'une garantie d'un an de salaire octroyée aux deux managers acquéreurs à compter de la levée de l'option avec une garantie d'actif et de passif limitée à 10 % du prix.

• Engagements donnés

Garanties

Dans le cadre de la cession de sa filiale brésilienne 5àsecParticipacoes, une garantie a été accordée aux managers acquéreurs en cas d'atteinte à leurs biens propres d'une durée 5 ans ou durée de prescription.

Covenants bancaires

L'ensemble des financements souscrit le 17 octobre 2017 est conditionné par le respect de ratios à date de clôture de chaque arrêté semestriel et annuel :

- Leverage : ratio EBITDA Normatif / Dette financière nette (hors obligations convertibles)
- Capex : plafonnement des investissements avec report des non-consommations.

Le non-respect de ces ratios donne aux prêteurs la faculté d'exiger le remboursement anticipé leurs concours.

Les Conventions prévoient également la mise en place d'une couverture de taux pour un montant et une durée minimum.

Suretés

Dans le cadre de la souscription de la dette obligataire convertible « BDC Bonds » et de l'emprunt bancaire « Unirate Bond » en date du 17 octobre 2017, le Groupe a accordé les nantissements des actifs suivants :

- Compte-titres de Financière Hygie (5àSec Group, 5àSec Managers Company, EPQ Pressing, Mezzco)
- Compte Bancaire de Financière Hygie d'un montant de 24 K€ au 31 décembre 2018
- Créances de Financière Hygie (prêt intragroupe accordé à 5 à Sec Group de 46 001 K€ au 31 décembre 2018)
- Compte-titres de 5àsec Group (5 à Sec RIF, Nawpresspro)
- Compte Bancaire de 5àsec Group d'un montant de 267 k€ à la clôture.
- Créances de 5àsec Group (prêt intragroupe accordé à 5àsec RIF de 13 245 k€ au 31 décembre 2018, Baechler Teinturiers 4 038 k€ et NawPrespro 3 436 k€)
- Titres de Baechler Tainturiers (Monplaisir)

Dans le cadre de la convention de Crédit Renouvelable (*Revolving Credit Facility*) signée en date du 17 octobre 2017, 5àSec RIF a accordé le nantissement de son compte-titres (5à Sec France).

Autres

Engagements donnés (K euros)	31/12/2018
Avals et cautions (donnés)	363
Total	363

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 25. Honoraires CAC

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de leurs travaux au cours de l'exercice s'élève à 399 k€.

Financière Hygie
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 18.331.611 Euros
Siège social : 8, Rue du Sentier
75002 Paris

R.C.S Paris 831 151 501

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018
ET SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Chers Associés,

Conformément à la loi et aux statuts, je rends compte de la situation et de l'activité de la Société durant l'exercice clos le 31 Décembre 2018 et des perspectives d'avenir.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

Le tableau des résultats financiers est joint au présent rapport.

Présentation des Etats financiers

Il est à noter que ces états financiers couvrent la période du 26/07/2017 date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés au 31/12/2018.

C'est notre premier exercice social, il a duré 17 mois.

Je présenterai également les comptes consolidés du groupe.

<u>SITUATION DE LA SOCIETE ET ACTIVITE DE L'EXERCICE</u>

Notre société a acquis en 2017 le groupe 5àSec, groupe dont elle est à la tête, en conséquence de quoi elle est la société consolidante. En tant qu'entité mère la société a mis en place les financements dont ont besoin les filiales.

Notre société a financé le remboursement de la dette senior du groupe 5àSec, les fonds nécessaires ont été apportés en compte courant. Elle a financé les autres acquisitions qui ont eu lieu en 2018 par la même voie, et les apports en compte courant ont permis à 5àsec Group de financer ses filiales.

Au cours de l'exercice nous avons poursuivi une politique de développement du groupe, en effet nous avons négocié et fait acquérir par notre filiale 5àsec Group d'autres sociétés.
Par ailleurs des opérations de restructuration ont eu lieu en 2018 au sein du groupe, des filiales à objet d'holding ont été dissoutes sans liquidation.

L'intégration fiscale qui existait avec les autres sociétés du groupe a pris fin au 1^{er} Janvier 2018, notre société est devenue la société mère intégrante et toutes les sociétés du groupe ont opté pour le régime de l'intégration, dès lors que les conditions d'option étaient remplies.

Depuis sa création, la société s'est structurée, elle a pris à bail des locaux sur Paris, et s'est dotée du personnel administratif et financier nécessaire pour assurer l'assistante administrative auprès de ses filiales.

es

Depuis 2018 nous rendons des services à nos filiales à ce titre nous avons généré un chiffre d'affaires de 3.847.745 €.

Compte tenu de la structure de nos activités, les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Les autres achats et charges externes ressortent à 2.789.742 €, constitués principalement, des couts de refacturation en provenance de sa filiale DCI et d'honoraires de conseil externe.
- Les frais de personnel, ainsi que les charges sociales, s'élèvent à 1.157.954 €.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'élève ainsi à la somme de – 255.526 €.

Le résultat financier de l'exercice s'élève à – 1.081.304 €, le montant des intérêts perçu est inférieur aux intérêts servis par la société.

Le résultat exceptionnel s'établit à la somme de – 1.067.123 €. La société a procédé à des ventes de titres qui n'ont pas générées de plus-value ni de moins-value, le résultat exceptionnel est la résultante de l'amortissement dérogatoire des frais d'acquisitions, et des honoraires de conseil.

En conséquence, et après déduction de toutes charges, impôts et amortissements le résultat comptable de la société enregistre une perte de 2.403.952 €.

La société n'a pas développé d'activité de Recherche et Développement pour l'année 2018.

Nous ne voyons pas d'autres éléments importants à vous communiquer au titre de l'exercice 2018.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE DU PRESENT RAPPORT

La société a le 20 Janvier 2019 transféré son siège dans les locaux sis 8, Rue du Sentier, 75002 Paris, qu'elle a pris à bail en 2018.

Les filiales Françaises qui avaient leur siège au Pecq, ont également transféré leur dans nos locaux, toutes les structures administratives françaises sont regroupées dans un même lieu.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La société, dans son rôle de holding continuera à s'assurer de l'optimisation des ressources financières, et continuera à rendre des services à ses filiales.

Les perspectives de la société sont liées aux résultats de ses filiales.

AUTRES INFORMATIONS

1. Affectation du résultat – distribution de dividendes

Nous vous proposons d'affecter le déficit de l'exercice s'élevant à la somme de 2.403.952 € en report à nouveau.

2. Réintégrations fiscales

Il n'a pas été opéré de réintégration dans notre résultat fiscal en application de l'article 39-4 du CGI.

3. Détention de capital par les salariés

Le pourcentage de détention du capital dans notre société par ses salariés est de 0.

- Actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées :
 - o dans le cadre de plan d'épargne d'entreprise Néant
 - o dans le cadre de fonds commun de placement d'entreprise Néant
- Actions incessibles détenues par le personnel de la société, dans le cadre de la participation aux résultats de l'entreprise Néant
- Acquisition par la société de ses propres actions en vue de leur attribution aux salariés, dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise Néant
- Opérations réalisées au titre d'options d'achat ou de souscriptions d'actions, réservées au personnel salarié et aux dirigeants de la société. Néant.

L'article L 225-129 - 6 al 2 du code de commerce, prévoit que lorsque le rapport de gestion fait apparaître que les actions détenues collectivement par les salariés représentent moins de 3% du capital, une résolution doit être proposée tous les trois ans tendant à procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise.

La dernière décision sur ce point a été prise lors de l'assemblée d'augmentation du capital du 27 Septembre 2018.

4. Prise de participation

La société a acquis :

Le 17 octobre 2017 directement et indirectement 100 % des titres de 5àsec Group, S.A.S. au capital de 6.689,11 € dont le siège est 8, Rue du Sentier, 75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 498 018 233.

A la même date, Financière Hygie a acquis l'intégralité des titres des sociétés Mezzco, 5àSec Managers et EPQ Pressing, puis par décision du 4 juin 2018, a procédé à leur dissolution sans liquidation l'intégralité des titres des sociétés Mezzco, 5àSec Managers et EPQ Pressing.

A la même date, sa filiale 5àsec Group a acquis 93 % de la société Newpresspro portant ainsi sa participation à 100 %. La société Newpresspro détenait elle-même les sociétés : Lyon est Pressing, Gemos, Société de contrôle et de Gestion -Secogest-, Qualisec, Franpress, Tigneu Pressing, Confluence, Pressing Beynost, Sainte Foy Pressing et Pressec. L'ensemble de ses sociétés exploitent des pressings dans la région lyonnaise et grenobloise (réseau Kokliko). Après rachat des parts auprès de minoritaires, les sociétés Gemos, Société de contrôle et de Gestion -Secogest-, Qualisec, Franpress, Tigneu Pressing Pressing Beynost, et Pressec ont fait l'objet d'une dissolution sans liquidation.

Le 15 février 2018, la Société, via sa filiale 5 à sec Group, a cédé 100 % sa participation dans 5àsec Central Europe (Hongrie).

Le 9 mars 2018, à la suite du rachat de 10% de parts de la société GSBC (nom commercial GroomBox) exploitant un service de conciergerie d'entreprises), 5 à Sec Group devient l'associé unique.

Le 21 mars 2018, à l'issue d'opérations d'apports et de cession, 5àSec Group a acquis 100% des actions de la société composant le capital de la société Soyez BCBG, exploitant un service de conciergerie à domicile.

La société 5àSec Group a décidé le 4 Juin 2018 la dissolution sans liquidation de sa filiale My5àdom, après avoir acquis les titres auprès de minoritaires.

Le 08 aout 2018, la Société, via sa filiale 5àSec Latam a cédé 100 % de sa participation dans 5àsec Participacoes et ses filiales (Brésil).

Le 27 septembre 2018, à l'issue d'opérations d'apports et de cession, 5àSec Group a acquis 100% des actions de la société Teintureries Letourneur exploitant 28 pressings en région parisienne et 4 en Normandie.

Vous trouverez ci-après le tableau d'informations sur les participations directes et indirectes avec le pourcentage de détention au 31 décembre 2018 :

Société	Pays	Devise	Quote part du capital détenu en %	Méthode d'intégration
Financière Hygie	France	EUR	Société mère	IG
5asec Group SAS	France	EUR	100	IG
5asec RIF	France	EUR	100	IG
5asec France	France	EUR	100	IG
GSBC	France	EUR	100	IG
Le Tourneur	France	EUR	100	IG
NEWPRESSPRO	France	EUR	100	IG
Part Dieu Pressing	France	EUR	100	IG
CONFLUENCE	France	EUR	100	IG
PRESS38	France	EUR	100	IG
SBCBG	France	EUR	100	IG
Baechler Teinturiers	Suisse	CHF	100	IG
DCI	Suisse	CHF	100	IG
5asec Luxembourg	Luxembourg	EUR	100	IG
Monplaisir	Luxembourg	EUR	100	IG
5asec Latam	France	EUR	100	IG
5asec Argentina SA	Argentine	ARS	99	IG
BRB Argentina SA	Argentine	ARS	98	IG
Dilexia SA	Argentine	ARS	99	IG
5asec Espagne	Espagne	EUR	100	IG
5asec Portugal	Portugal	EUR	100	IG

5. Récapitulatif des échéances fournisseurs de Financière Hygie

En application des articles L441-6-1 et D441-4 du Code de Commerce vous trouverez ci-annexé les tableaux des délais de paiement fournisseurs et des créances.

6. Proposition de modifications statutaires

Nous vous proposons de prévoir que les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées par le Président de la société, cette solution permet d'éviter de donner mandat à un autre actionnaire qui lui-même ne peut pas venir à l'Assemblée.

2 COMPTES CONSOLIDES ET ACTIVITE DES FILIALES

S'agissant d'une première consolidation, les comptes ci-après présentés reflètent l'activité depuis le démarrage de l'activité soit 15 mois d'exercice.
Il n'est pas présenté de comparatif.
Les principales acquisitions de l'exercice sont consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe.

Le compte de résultat présente les éléments suivants :

- Le CA s'élève à 97 496 K€ composé du CA réalisé par les magasins Corporate, par les activités Franchise et Logistique des filiales, ainsi qu'à certaines activités complémentaires (Activité Tapis en Suisse, 5àFil au Portugal par exemple),
- Des coûts d'exploitation de -101 593 K€ dont le poste majeur correspond aux coûts de personnel à hauteur de -51 550 k€.
- Le Résultat opérationnel courant s'élève ainsi à - 4 097 K€, retraité des dotations nettes aux amortissements et dépréciation l'EBITDA s'élève à 4 250 K€.
- Le Résultat Opérationnel non courant s'élève ainsi à - 442 K€.
- Le Résultat Financier de ce premier exercice est de -5 588 K€ (essentiellement charges financières constatées dans le cadre de la restructuration de la dette),
- Le résultat avant impôts est ainsi de -10 127 K€
- Le résultat de l'exercice part du groupe s'élève à -10 778 K€, après un coût d'impôts de -736 K€ et de la quote-part de résultat revenant aux minoritaires de -84 K€.

Au niveau bilan :

- La situation nette du Groupe est de 7 214 K€ complétée de 20 556 K€ de dettes obligataires convertibles assimilables à des quasi-fonds propres selon les termes de la documentation bancaire.
- Les disponibilités du Groupe s'élèvent à 6 709 K€.
- Pour un total bilan de 97 217 K€.

En sa qualité de tête de Groupe, la Société assure la quasi-totalité du financement du Groupe et centralise la gestion du risque de taux. Financière Hygie a mis en place une politique de couverture de sa dette à taux variable (Unirate bonds).

La Société n'a pas développé d'activité de Recherche et Développement pour l'année 2018.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Le Groupe continuera à s'assurer de l'optimisation des ressources financières mises à sa disposition par l'optimisation des cash-flows et par la rationalisation des coûts notamment de structure.

Le Groupe vise par ailleurs une poursuite de son développement, outre les acquisitions initiées au cours de l'exercice venant étoffer son réseau (Letourneur), ses services auprès des particuliers (conciergerie à domicile) et l'accélération de son activité BtoB, le Groupe s'est engagé dans une transformation de son offre notamment en France avec la recherche de nouveaux concepts (Phenix, Love cost, Low cost..).

AUTRES INFORMATIONS

Activités des filiales

Nos filiales et les sociétés contrôlées exercent les activités suivantes :

- Activité de holding : sociétés 5àSec Group, 5àSec Latam,



- Activité d'exploitation de magasins de traitement des textiles
- Activité de Franchiseur
- Activité de Master Franchise à l'international (DCI) en traitement des textiles et vente de matériel de pressing

L'activité de holding n'appelle pas de commentaire.

Vous trouverez ci-après le **tableau d'informations sur les filiales** avec notamment la situation nette, le CA, et le résultat net pour chacune des participations :

Société	Devise	Capital social	Réserves et report à nouveau (*)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
Sasec Group SAS	EUR	6 689	28 498 473	9 828 136	9 228 136	46 001 013	159 620	-8 415 738
Sasec RIF	EUR	22 702 832	-11 952 458	16 896 324	12 495 218	1 180	24 641 690	-2 553 427
Sasec France	EUR	80 800	2 715 481	2 796 516	2 796 516	0	6 214 449	-436 392
GSBC	EUR	10 000	-619 685	175 943	175 943	0	871 580	-192 448
Le Tourneur	EUR	903 474	4 758 968	7 853 343	7 853 343	0	11 245 673	292 016
NEWPRESSPRO	EUR	1 406 001	-193 313	1 856 027	1 856 027	0	415 533	479 467
Part Dieu Pressing	EUR	19 949	1 824 863	1 865 137	1 865 137	0	189 873	-242 616
CONFLUENCE	EUR	98 344	1 747 730	2 013 904	2 013 904	0	460 990	-51 138
PRESS38	EUR	10 000	0	10 000	10 000	0	583 657	-115 927
SBCBG	EUR	5 555	-63 053	1 526 444	1 526 444	0	698 065	-418 819
Baechler Teinturiers	CHF	3 000 000	-7 099 144	7 015 840	7 015 840	0	31 595 587	5 301 892
DCI	CHF	200 000	3 174 286	9 055 144	9 055 144	0	6 180 191	880 358
Sasec Luxembourg	EUR	630 720	7 691 695	3 728 138	3 097 418	0	6 686 233	56 456
Monplaisir	EUR	200 000	133 623	730 680	242 611	0	1 618 662	-25 009
Sasec Latam	EUR	302 548	-59 290	7 324 530	172 320	0	14 755	-197 928
Sasec Argentina SA	ARS	27 074	-19 933	114	114	0	0	0
BRB Argentina SA	ARS	272 882	1 461 370	943 039	210 898	0	53 635 368	-235 759
Dilexia SA	ARS	293 102	18 898 818	844 526	26 983	0	36 735 192	-4 898 492
Sasec Espagne	EUR	1 193 384	-19 105	4 774 606	1 378 421	0	6 153 868	-291 771
Sasec Portugal	EUR	100 000	2 254 109	4 158 459	2 675 728	0	4 219 131	27 841

(*) en ce inclus les primes d'émission, d'apport et de fusion.

Mouvements de sociétés constatés sur l'exercice depuis la création de la Société :

- Cf. 4. Prise de participation

Chiffre d'affaires par type d'activités :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018
B2C Revenues	73 553
B2B revenues	10 000
B2B2C revenues	72
Franchise	5 506
Logistique	3 083
Production vendue de services	5 112
Ventes de marchandises	169
Total Chiffre d'Affaires	97 496

Chiffre d'affaires par zone géographique :

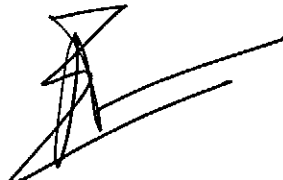
<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018
Argentine	4 026
France	40 856
Suisse	32 037
Espagne	6 368
Luxembourg	7 980
Portugal	4 898
Hongrie	554
Brésil	4 576
Total Chiffre d'Affaires	82 472

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous allons maintenant vous donner lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes et de leur rapport spécial sur les conventions.

Telles sont, chers Associés, les informations que je tenais à vous communiquer pour vous permettre de vous prononcer en pleine connaissance de cause sur le texte des décisions proposées.

LePrésident
M. Olivier BOCCARA

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a long horizontal stroke and a diagonal line crossing it.

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

ACHAT TTC

- 1 865 195,67 € hors NDF

VENTE TTC

333 589,75 € CF facturation

	Article D.441 L - 1 : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D.441 L - 2 : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					TOTAL	
	O jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL	O jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	23	4	12	5	24	58	6	1	1	2	21	31
Montant total des factures concernées	-68 018	-28 104	-53 861	-42 134	-103 095	-295 213	25 734	35 460	24 705	25 560	252 147	0
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	4%	2%	3%	2%	6%	16%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice							8%	11%	7%	8%	76%	0%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de facture exclues						0						0
Montant total des factures exclues						0						0
(C) Délais de paiement de référence utilisés												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retard de paiement	Délais contractuels : 45 jours					Délais contractuels : 30 à 60 jours						
	Délais légaux : 45 Jours					Délais légaux : 30 jours						

Financière Hygie

Société par Actions Simplifiée

8 rue du sentier

75002 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le, 31 décembre 2018

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, overlapping loop and a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Jean Lebit
18 avenue du 8 mai 1945
95200 Sarcelles

Deloitte & Associés
6 place de la pyramide
92908 Paris La défense Cedex

Financière Hygie

Société par Actions Simplifiée
8 rue du sentier
75002 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société FINANCIERE HYGIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FINANCIERE HYGIE relatifs à l'exercice 14 mois clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er novembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la note liminaire aux états financiers décrivant le traitement comptable retenu pour l'établissement de la première consolidation des comptes de Financière Hygie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas

échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude

ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

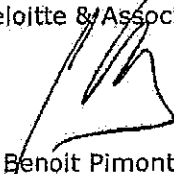
A Sarcelles et Paris-La Défense, le 27 juin 2019

Les commissaires aux comptes



Jean Lebit

Deloitte & Associés



Benoît Pimont

COMPTES CONSOLIDES FINANCIERE HYGIE

Exercice clos le 31 décembre 2018

5asec

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

1.	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	3
2.	COMPTE DE RESULTAT	4
3.	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
4.	TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE	6
5.	NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
Note liminaire		7
Note 1.	Informations générales	7
Note 2.	Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture	7
Note 3.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	9
Note 4.	Périmètre de consolidation	19
Note 5.	Immobilisations incorporelles	20
Note 6.	Immobilisations corporelles	21
Note 7.	Autres actifs non courants	21
Note 8.	Stocks et en-cours	22
Note 9.	Créances clients et autres actifs courants	22
Note 10.	Trésorerie	22
Note 11.	Capital social	23
Note 12.	Passifs financiers	23
Note 13.	Provisions	24
Note 14.	Dettes fournisseurs et autres passifs courants	24
Note 15.	Autres achats et charges externes	25
Note 16.	Charges de personnel	25
Note 17.	Produits et charges courants	26
Note 18.	Autres produits et charges opérationnels	26
Note 19.	Coût de l'endettement	26
Note 20.	Autres produits et charges financières	27
Note 21.	Impôts	27
Note 22.	Information additionnelle sur la répartition du chiffre d'affaires	28
Note 23.	Informations relatives aux parties liées	28
Note 24.	Engagements hors bilan	30
Note 25.	Honoraires CAC	31

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Etat de la situation financière consolidé

(en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2018
Actifs non courants	
Ecart d'acquisition	23 816
Immobilisations incorporelles	32 557
Immobilisations corporelles	183 020
Autres actifs non courants	2 446
Impôts différés	989
Total actifs non courants	77 820
Actifs courants	
Stocks	2 790
Créances Clients	4 072
Autres actifs courants	3 226
Créances d'impôts courants	2 600
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 709
Total actifs courants	19 397
TOTAL ACTIFS	97 217

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	31/12/2018
Capitaux propres	
Capital	18 332
Réserves consolidées	(902)
Résultat	(10 215)
Capitaux propres - part du groupe	7 215
Intérêts minoritaires	(61)
Total capitaux propres	7 214
Passifs non courants	
Passifs financiers non courants	59 046
Avantages au personnel - part non courante	4 197
Provisions - part non courante	255
Impôts différés passifs	2 504
Autres passifs non courants	646
Total passifs non courants	60 656
Passifs courants	
Passifs financiers courants	4 720
Provisions - part courante	1 083
Dettes fournisseurs	9 123
Dettes d'impôts courants	1 809
Autres passifs courants	6 154
Total passifs courants	29 347
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	97 217

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

2. COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018
Chiffre d'affaires	22	97 496
Achats consommés		(12 028)
Autres achats et charges externes	15	(81 685)
Charges de personnel	16	(51 550)
Impôts et taxes		(1 492)
Autres produits de l'activité courante	17	5 058
Autres charges de l'activité courante	17	(1 550)
EBITDA		4 250
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations		(6 796)
Résultat opérationnel courant		(2 546)
Autres produits et charges opérationnels	18	(1 430)
Résultat opérationnel		(3 976)
Coût de l'endettement financier net	19	(6 171)
Autres produits et charges financiers	20	583
Résultat avant impôt		(9 564)
Impôts courant et différés	21	(736)
Résultat net des activités poursuivies		(10 299)
Résultat des activités destinées à être abandonnées ou cédées		
Résultat net		(10 299)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(84)
Résultat net - Part du groupe		(10 215)

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Résultat	Réserve de conversion	Réserves consolidées	Total Part du Groupe	Minoritaires	Capitaux propres
Résultat net de la période	-	(10 215)	-	-	(10 215)	(84)	(10 299)
Ecart de conversion	(0)	(0)	795	(0)	795	(0)	(9)
Augmentation de capital	18 332	-	-	10	18 342	-	18 342
Entrée de périmètre	(0)	-	(13)	931	918	82	1 000
Sortie de périmètre	(0)	-	(1 293)	(1 326)	(2 619)	0	(2 618)
Autres variations	-	-	-	(6)	(6)	-	(6)
31/12/2018	18 332	(10 215)	(512)	(391)	7 215	(1)	7 214

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

Résultat net de l'ensemble consolidé	(10 299)
Elimination des profits / pertes sur actualisation	184
Elimination des amortissements et provisions	7 908
Elimination des produits de dividendes	34
Elimination des plus ou moins values de cession	(8 838)
Elimination de la charge ou produits d'impôts	736
Coût de l'endettement financier net	6 171
Dividendes reçus des mises en équivalence	
Variation du besoin en fonds de roulement	(27 741)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	(31 847)
Incidence des variations de périmètre	(7 837)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(8 399)
Variation des prêts et avances consentis	38
Subventions d'investissements reçues	77
Acquisition d'immobilisations	370
Dividendes reçus	(34)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENT	(15 785)
Augmentations (réductions) de capital	5 253
Emissions d'emprunts et dettes obligataires	46 378
Remboursements d'emprunts	(2 227)
Intérêts financiers nets versés	(5 487)
Remboursements d'emprunts	(944)
Autres flux liés aux opérations de financement	3 105
FLUX D'ACTIVITE LIES AUX FINANCEMENTS	46 078
Incidence de la variation des taux de change	16
VARIATION DE LA TRESORERIE	(1 537)
Trésorerie d'ouverture	7 345
Trésorerie de clôture	6 709
VARIATION DE LA TRESORERIE	(1 537)

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

5. NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note liminaire

La Société Financière Hygie (« la Société ») a été immatriculée le 26 juillet 2017 et a démarré son activité en octobre 2017.

La Société a clôturé son exercice social le 31 décembre 2018 correspondant à un premier exercice de 14 mois.

S'agissant d'une première consolidation, et en l'absence d'arrêté des comptes des sociétés opérationnelles au 31 octobre 2017, les comptes consolidés ci-après ont été établis de la façon suivante :

- Exercice social de 14 mois clos au 31 décembre 2018 pour la société Financière Hygie,
- Exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2018 pour l'ensemble des sociétés opérationnelles complété de 2 mois d'activité calculés au prorata temporis sur la base des comptes 2018. Afin de tenir compte de la saisonnalité de l'activité, il a été également pris en compte des écritures de régularisation afin de déterminer les capitaux propres d'ouverture retenu pour le calcul de l'écart de 1ère consolidation.

S'agissant du 1er exercice de Financière Hygie, il n'est pas présenté de données comparatives.

Note 1. Informations générales

La Société Financière Hygie (« la société ») a été immatriculée le 26 juillet 2017 et a démarré son activité le 17 octobre 2017. La Société a clôturé son premier exercice social le 31 décembre 2018 (exercice de 14 mois). Cette Société est de droit français et est domiciliée 8, rue du Sentier 75009 PARIS.

L'objet de la Société en tant qu'entité de tête du Groupe (« le Groupe » ou le « Groupe 5 à Sec ») est de prendre des participations dans les différentes sociétés filiales et de mettre en place le financement de leur activité. Elle détient notamment le rôle d'interlocuteur principal des partenaires financiers.

Les comptes consolidés présentés sont établis en euro et constitue la devise de référence de la société.

Sauf indication contraire les informations financières sont présentées en milliers d'euros.

Le Groupe 5 à Sec constitué de Financière Hygie et ses filiales présente son reporting selon trois activités principales : les magasins « Corporate », la franchise et la logistique.

L'activité franchise regroupe à la fois les franchises locales et internationales.

S'agissant d'une première consolidation, il n'est pas présenté de comparatifs pour les éléments du compte de résultat.

Note 2. Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Le 26 juillet 2017, création de la Société Financière Hygie, SAS au capital social de 18 331 217 €, maison mère du Groupe.

a. Investissements et cessions réalisés

Le 17 octobre 2017, la Société Financière Hygie a acquis directement et indirectement 100 % des titres de 5àsec Group et a procédé à une avance en compte courant de 36 867 KEUR qui a permis à 5àsec Group et ses filiales de rembourser l'ensemble de l'endettement senior (Obligations convertibles et dettes bancaires).

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

A la même date, la société financière Hygie a acquis l'intégralité des titres des sociétés Mezzco, 5àSec Managers et EPQ Pressing, puis par décision du 4 juin 2018, a procédé à leur dissolution sans liquidation.

A la même date, la société 5àsec Group a acquis 93 % de la société Newpresspro portant ainsi sa participation à 100 %. La société Newpresspro détenait elle-même les sociétés : Lyon est Pressing, Gemos, Société de contrôle et de Gestion -Secogest-, Qualisec, Franpress, Tigneu Pressing, Confluence, Pressing Beynost, Sainte Foy Pressing et Pressec. L'ensemble de ses sociétés exploitent des pressings dans la région lyonnaise et grenobloise (réseau Koklko). Après rachat des parts auprès de minoritaires, les sociétés Gemos, Société de contrôle et de Gestion -Secogest-, Qualisec, Franpress, Tigneu Pressing Pressing Beynost, et Pressec ont fait l'objet d'une dissolution sans liquidation.

Le 15 février 2018, la société a cédé 100 % sa participation dans 5àsec Central Europe (Hongrie).

Le 9 mars 2018, à la suite du rachat de 10% de parts de la société GSBC (nom commercial GroomBox) exploitant un service de conciergerie d'entreprises), 5 à Sec Group devient l'associé unique.

Le 21 mars 2018, la société financière Hygie a acquis directement ou indirectement par sa filiale 5 à Sec Group l'intégralité des parts composant le capital de la société Soyez BCBG, exploitant un service de conciergerie à domicile.

Le 08 août 2018, la société a cédé 100 % de sa participation dans 5àsec Participacoes et ses filiales (Brésil).

Le 27 septembre 2018, 5 à Sec Group s'est porté porte acquéreur de l'ensemble des actions de la société Teintureries Letourneur exploitant 28 pressings en région parisienne et 4 en Normandie.

b. Financement

En date du 17 octobre 2017, le Groupe, par l'intermédiaire de sa maison mère, a souscrit les lignes de financement suivantes :

- Une dette obligataire convertible « BDC Bonds » pour un montant nominal de 19 618 milliers d'euros, rémunéré à taux fixe de 8%. Les intérêts sont capitalisables à la date anniversaire (1 569 milliers d'euros au cours de l'exercice).
- Une dette bancaire « Unirate Bond » pour un montant initial de 23 000 milliers d'euros, à échéance du 17 octobre 2024, rémunéré à hauteur d'Euribor 3 mois + 6.85%. Cette ligne est destinée à financer les acquisitions du Groupe. Le Groupe a ainsi procédé à un tirage complémentaire de 1 230 milliers d'euros en avril 2018 (financement de l'acquisition de Soyez BCBG) puis en septembre 2018 pour un montant global de 4 056 milliers d'euros dans le cadre de l'acquisition des Teintureries Letourneur. Cette dette est soumise à un covenant de couvertures de taux d'intérêt de 66.67% sur 3 ans.

En date du 17 octobre 2017, le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale 5 à Sec RIF, a également souscrit auprès de la BESV une ligne de crédit renouvelable (*Revolving Credit Facility*) destinée à financer ses besoins en fonds de roulement, à échéance du 17 octobre 2024. Un premier tirage de 1 000 milliers d'euros a été effectué le 29 janvier 2018 pour une durée de trois mois, renouvelé pour la même durée le 24 avril 2018. En date du 7 juin 2018, le Groupe a procédé à un tirage de 1 200 milliers d'euros pour une durée de 3 mois puis le 26 septembre 2018, pour un même montant. Le solde à la clôture s'élève à 1 200 milliers d'euros. Ces tirages sont rémunérés sur la base d'un taux d'intérêt de 3%.

L'ensemble de ces financements est conditionné par le respect de ratios à date de clôture de chaque arrêté semestriel et annuel. au 31 décembre 2018, le Groupe respecte les ratios applicables.

c. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

a. Déclaration de conformité

Conformément aux dispositions du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe 5aSec, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union Européenne à cette date. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations (SIC et IFRIC) applicables au 31 décembre 2018.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements de normes tels qu'adoptés par l'Union Européenne qui sont entrés en vigueur au 1er octobre 2017 n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers au 31 décembre 2018. Les nouvelles normes, interprétations et amendements de normes obligatoires pour la période comptable commençant le 1er janvier 2019 n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

IFRS 9 – Instruments financiers

Cette norme remplace IAS 39 – *Instruments financiers- Comptabilisation et évaluation* et énonce les exigences en matière de comptabilisation et de reconnaissance des actifs et des passifs financiers, de dépréciation des instruments financiers, de décomptabilisation et de comptabilité de couverture. La nature et l'effet des principaux changements des méthodes comptables résultant de l'adoption d'IFRS9 portent sur:

- le classement et évaluation des instruments financiers (actifs et passifs) : l'application de la norme n'a pas d'impact significatif dans les comptes consolidés du Groupe.
- Le traitement des renégociations de dette : Le groupe se finance par emprunts bancaires souscrit au cours de l'exercice et qui n'ont pas fait l'objet de renégociations.
- Dérivés et traitement des couvertures : le Groupe a mis en place une politique de couverture et a choisi d'adopter le nouveau modèle général de comptabilité de couverture d'IFRS9, en vertu duquel il doit assurer que les relations de couverture sont cohérentes avec ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques et adopter une approche qualitative et prospective de l'appréciation de l'efficacité de ses couvertures.
- Evaluation des créances clients : le nouveau modèle de dépréciation des créances fondé sur les pertes attendues d'IFRS9 se distingue du modèle de dépréciation fondé sur les pertes subies d'IAS 39. La dépréciation est fonction des pertes anticipées – et non des pertes constatées- calculées à partir de la perte de crédit potentielle et de la probabilité de défaillance. La politique de provisionnement du Groupe a fait l'objet d'une analyse empirique et a conduit à opter pour une approche plus prudente s'agissant des master franchisés notamment internationaux.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Cette norme définit un modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients. Dans le cadre de l'application d'IFRS 15, le Groupe a évalué l'impact potentiel de cette nouvelle norme. Aucun impact significatif n'est constaté par le Groupe au titre de cette norme dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2018.

IFRS 16 – Contrats de location

Cette norme remplacera IAS 17 et établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir au titre des contrats de location. L'impact principal d'IFRS 16 sur les comptes du Groupe concerne l'introduction d'un modèle unique de comptabilisation pour le preneur, lui demandant de reconnaître des actifs et passifs pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une augmentation des actifs et des passifs. Avec cette nouvelle norme, le

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

résultat opérationnel courant devrait augmenter et être en partie ou totalement compensé par une charge d'intérêt plus élevée.

Cette norme est obligatoire pour l'exercice comptable débutant le 1er janvier 2019. Le groupe a décidé de ne pas anticiper son application. L'impact de l'application de la norme sur les comptes consolidés du groupe est en cours d'analyse.

Les comptes individuels des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont tous arrêtés selon les normes locales à la date du 31 décembre. Il est procédé à des retraitements d'homogénéisation afin de les rendre conformes aux normes IFRS.

b. Présentation des états financiers

Le groupe procède à la ventilation de ses actifs et passifs en courant et non courant.

- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée ou dont on s'attend à une réalisation ou un règlement dans les 12 mois suivant la date de clôture sont classés en courant.
- Les actifs immobilisés sont classés en non courant, à l'exception des actifs financiers qui sont ventilés en courant et non courant.
- Les dettes financières devant être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement, la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant.
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

c. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est exercé lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à tirer avantage de ses activités.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Les participations concernent les sociétés dans lesquels le Groupe a de l'influence, mais pas de contrôle significatif sur les politiques opérationnelles ou financières.

Les états financiers consolidés présentent ces participations au bilan, pour leur valeur d'acquisition, pouvant éventuellement donner lieu à dépréciation selon les informations disponibles.

Le choix des méthodes de consolidation répond à la définition de contrôle exprimée par les normes.

d. Conversion des états financiers des entités étrangères

Les entités en devise étrangère, sont converties en euros (monnaie de présentation des états financiers du Groupe) au taux de la parité ci-dessous pour 1 Euro.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

	clôture 2018.12	Taux Moyen 2018.12
Peso argentin	43,2528	13,2528
Real brésilien	5,9729	4,5823
Franc suisse	1,1269	1,1379
Euro	1,0000	1,0000
Forint	310,3300	309,1983

Les bilans des filiales exprimés en devises étrangères sont convertis en euros en utilisant le taux de change de clôture, alors que le taux moyen est utilisé pour la conversion des comptes de résultat et des tableaux de flux de trésorerie. Dans le cas de variations significatives des cours de change ou celui d'économies hyperinflationnistes, les états financiers de ces filiales sont convertis au taux de clôture. Les gains ou pertes de change, réalisés ou latents, sont isolés de manière spécifique dans les fonds propres. Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées au taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de clôture. Les écarts en résultant sont enregistrés en compte de résultat.

Tout goodwill provenant de l'acquisition d'une entité étrangère et tout ajustement nécessaire sur la valeur des actifs et passifs liés à cette acquisition sont convertis en euro au taux de clôture.

Hyperinflation en Argentine

L'Argentine est à compter du 1er juillet 2018 considérée comme un pays en hyperinflation. La norme IAS 29 « information financière dans les économies hyperinflationnistes » s'applique donc aux entités dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin. La norme IAS 29 requiert de retraiter les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique. Ce retraitement consiste à appliquer un indice général des prix, de sorte que les états financiers soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non-monétaires doivent être corrigés de l'inflation pour refléter leur « valeur réelle » à la date de clôture. De même, le compte de résultat est retraité pour corriger l'inflation constatée sur la période. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture. Les dispositions de la norme IAS 29 doivent s'appliquer au début de l'exercice au cours duquel le pays est considéré en hyperinflation. Ainsi dans les états financiers au 31 décembre 2018, les dispositions de la norme prennent effet à compter du 1er janvier 2018 comme si l'Argentine avait toujours été hyperinflationniste.

En application de la norme IAS 21, il n'est pas possible de retraiter les exercices publiés antérieurement au passage en comptabilité d'hyperinflation.

Le Groupe n'est pas significativement exposé à ce pays.

e. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe est principalement composé de :

1. Prestations de services, le chiffre d'affaires est alors reconnu lorsque le service est rendu au client,
2. Livraisons de biens, le chiffre d'affaires est alors reconnu lors du transfert de propriété du bien au client.

f. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition (goodwill) dégagé dans le cadre d'un regroupement d'entreprise est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt acquise par le Groupe dans la juste valeur nette des actifs,

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

passifs et passifs éventuels identifiables. L'estimation de la juste valeur de l'actif net acquis fait l'objet d'une révision si les informations complémentaires sont portées à la connaissance du Groupe dans les 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les goodwill ne sont pas amortis. Conformément à IAS 36, ils sont évalués à la clôture à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur, comme décrit en note "Test de valeur des actifs". En cas de diminution de valeur, la dépréciation est enregistrée en Dotations nettes aux amortissements et dépréciations.

Lorsque le coût d'un regroupement d'entreprises est inférieur à la part d'intérêt acquise dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables, un écart d'acquisition négatif (badwill) est comptabilisé directement en résultat de la période de l'acquisition, en Dotations nettes aux amortissements et dépréciations. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill ne peut pas être reprise lors d'une période ultérieure.

Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable et sans substance physique. Il peut être séparable ou issu d'un droit contractuel et légal. Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie non définie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture conformément à IAS 36.

g. Immobilisations corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements sont comptabilisés à leur coût d'achat soumis à un amortissement le cas échéant

L'amortissement est comptabilisé dans le compte de résultat sur une base linéaire couvrant la durée de vie estimée de l'immobilisation. Les terrains ne sont pas amortis. Le Groupe préconise dans ses filiales l'utilisation de durée proches des durées de vie suivantes :

a) Constructions	30 ans
b) Agencements et aménagements	5-15 ans
c) Equipements / Mobilier magasins	5-15 ans
d) Installations tech, matériel & outillage	5 ans
e) Autres immobilisations corporelles	5 ans

h. Test de valeur des actifs

En application de la norme IAS 36, à chaque clôture, le Groupe apprécie s'il existe un indice de perte de valeur de ses actifs pouvant se traduire par la comptabilisation d'une dépréciation en complément des amortissements pratiqués.

Les écarts d'acquisition acquis lors de regroupements d'entreprises sont testés dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et, au moins, une fois par an afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, c'est-à-dire au montant qui serait recouvré par leur utilisation ou leur vente.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Une perte de valeur constatée sur un écart d'acquisition, ne peut être reprise en raison d'une augmentation de sa valeur recouvrable.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont regroupés avec d'autres actifs et passifs au sein d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), ou groupe d'UGT. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La segmentation du Groupe en UGT a été établie sur la base des pays, chacune d'elles regroupant les entités juridiques qui y opèrent. En conséquence, les écarts d'acquisition ont systématiquement été affectés aux pays.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Détermination de la valeur recouvrable :

Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable et en la comparaison de la valeur recouvrable de l'UGT à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité. Dans le cas présent, la méthode la plus appropriée pour approcher la valeur recouvrable est basée sur les flux de trésorerie futurs. Ces derniers ont été estimés à partir du Business Plan 2019- 2023 établi par la direction du groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de la valeur recouvrable sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Argentine	Suisse	Espagne	France	DCI	Luxem- bourg	Portugal
WACC	21.3 %	8.4%	10,3 %	10.3%	8.4 %	10.3 %	10,3%
Taux de croissance à l'infini	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %	1.0 %

Analyse de sensibilité des tests de dépréciation :

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur recouvrable aux variations du WACC et du taux de croissance à l'infini.

(en millions d'euros)	WACC		Tx de croissance à l'infini	
	-0.5%	+0.5%	-0.5%	+0.5%
France	4.7	-2.2	-1.2	+4.5
Espagne	0.8	-0.2	0.0	0.6
Luxembourg	1.0	-0.2	-0.1	+0.8
Portugal	0.7	-0.2	-0.0	+0.5
Argentine	0.0	0.0	0.0	0.0
Suisse	+1.7	-1.4	-1.1	+1.3
DCI	+1.9	-1.7	-1.3	+1.4

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la dépréciation aux variations du WACC et du taux de croissance à l'infini.

(en millions d'euros)	WACC		Tx de croissance à l'infini	
	-0.5%	+0.5%	-0.5%	+0.5%
France	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0
Hongrie	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0
Argentine	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0
DCI	0,0	0,0	0,0	0,0

Répartition des écarts d'acquisition par UGT au 31 décembre 2018 :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	Suisse	Espagne	France	Luxembourg	Hongrie	Portugal	TOTAL
Effets périmètre au 17/10/2017	4 809	37	7 949	1 656	0	1 090	15 541
Ecart de conversion	(130)	-	-	-	2	-	(25)
Redassement	130	-	2 549	-	(267)	-	2 574
Entrée de périmètre	-	-	5 731	-	-	-	5 731
Sortie de périmètre	-	-	-	-	265	-	265
Valeurs brutes au 31/12/2018	4 809	37	16 226	1 656	0	1 090	23 825
Ecart de conversion	6	-	58	-	(0)	-	119
Redassement	4	-	(60)	-	-	-	(113)
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	(11)	-	(0)	-	0	-	(11)
Valeurs nettes au 31/12/2018	4 818	37	16 226	1 656	0	1 089	23 816

i. Contrats de location

Les crédits-baux pour les lesquels le Groupe assume les risques et bénéfices de la propriété sont classifiés comme des crédits-baux financiers. Ces contrats de location-financement doivent, au début de la période de location, être comptabilisés à l'actif et au passif de leur bilan pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation à utiliser pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location est le taux d'intérêt implicite du contrat de location si celui-ci peut être déterminé, sinon le taux d'emprunt marginal du preneur doit être utilisé. Les coûts directs initiaux encourus par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé en tant qu'actif.

Les paiements minimaux au titre de la location doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Pour chaque période comptable, un contrat de location-financement donne lieu à une charge d'amortissement de l'actif amortissable et à une charge financière. La méthode d'amortissement des actifs loués doit être cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède l'entité, et la dotation aux amortissements doit être calculée selon le même plan d'amortissement que les immobilisations.

A la fin de la plupart des contrats de crédit-bail, le Groupe bénéficie d'une option d'achat à une valeur résiduelle contractuelle.

j. Stocks

Les stocks sont comptabilisés au minimum du coût d'achat et de la valeur nette réalisable. La valeur nette réalisable est le prix de vente estimé dans le cadre de transactions ordinaires, duquel sont retranchés les coûts estimés de distribution.

La valorisation des stocks est basée sur le principe du "First-In, First-Out" et intègre les frais d'acquisition et de transport de ces biens.

Les dépréciations de stocks sont calculées en appliquant, par famille de produits invendus, un taux de dépréciation fonction de l'écoulement des articles et leur dernière date de vente. Les taux de dépréciation sont revus périodiquement.

Le montant de la provision pour dépréciation des stocks au 31 décembre 2018 s'élève à 155 k€.

k. Impôts

L'impôt sur le résultat portant sur le profit ou la perte de la période comprend les impôts courants et différés. L'impôt sur le résultat est constaté dans le compte de résultat sauf dans la mesure où il concerne des éléments directement passés en fonds propres, auquel cas il est constaté en fonds propres.

L'impôt courant est l'impôt attendu sur le revenu imposable de l'exercice, utilisant le taux d'imposition en vigueur ou principalement

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

en vigueur à la date de clôture, ainsi que d'éventuels ajustements sur l'impôt d0 au titre des exercices précédents.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales.

Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte dans ce calcul : Ecart d'évaluation non fiscalement déductible et différences liées à des investissements dans des filiales dans la mesure où elles ne seront probablement pas récupérables dans le futur.

Le montant des actifs et passifs d'impôts différés est basé sur la méthode attendue pour leur réalisation, en utilisant le taux d'imposition en vigueur ou principalement en vigueur à la date de clôture

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnu nécessite que le management fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale.

I. Disponibilités

Les disponibilités regroupent les comptes bancaires et les dépôts.

m. Avantages du personnel

- *Participation des salariés*

Les avantages liés à une éventuelle participation des salariés sont comptabilisés en charges de la période dans le résultat d'exploitation.

- *Indemnités de départ à la retraite*

Ce point concerne principalement les filiales en France et en Suisse.

Concernant la France : L'obligation nette du Groupe en terme de départ à la retraite est calculée comme suit :

Une estimation est faite du montant futur acquis par les salariés pour leur activité sur la période et les périodes précédentes.

L'évaluation de l'engagement est basée sur un âge de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté, ainsi qu'une progression annuelle de 1.8% des salaires (vs 1,0 % en 2017) et un taux d'actualisation de 1.60 % (vs 1,30% en 2017).

La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2012-2014 par sexe)

L'impact dans les comptes consolidés des sociétés françaises pour une provision totale de 1 209 K€ est réparti comme suit :

Réserves consolidées :	1 187 K€
Compte de résultat :	23 K€
Impôts différés actif :	312 K€

Concernant la Suisse : La première provision pour les risques liés aux indemnités de retraites a eu lieu lors de l'exercice 2012. Cette position a été prise après la requalification du système de retraite Suisse en tant que régime à prestations définies.

L'impact dans les comptes consolidés des sociétés Suisse pour une provision totale de 2 941 K€ est réparti comme suit :

Réserves consolidées :	2 853 K€
Compte de résultat :	86 K€

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Impôts différés actif : 665 K€

La méthode d'évaluation de l'obligation est la « méthode des unités de crédit projetées ». Selon cette méthode, les prestations dues selon le plan de prévoyance sont projetées dans le futur, attribuées au prorata des années de service, puis actualisées à la date de l'évaluation.

Sont évaluées les prestations de la Fondation prévues en cas de retraite, d'invalidité, de décès et de sortie. Sont également intégrées dans l'évaluation les prestations minimales prévues par la loi. Selon IAS19, toute obligation implicite découlant du plan de prestations dont le financement doit effectivement être assumé par la Société doit également être évaluée.

- A ce sujet :
- Il n'existe aucune obligation implicite d'adapter les rentes en cours.
 - Il a été tenu compte d'une obligation implicite de créditer des intérêts futurs sur les obligations à un certain taux.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont:

	31.12.2018	31.12.2017
Taux d'actualisation	0,78%	0,65%
Taux d'augmentation des salaires	0,5%	0,5%
Taux d'augmentation des rentes	0,00%	0,00%
Table de mortalité	LPP2015G	LPP2015G
Intérêt crédité de l'avoir vieillesse	1,00%	1,00%
Proportion des versements en capital	50,00%	40,00%
Age de la retraite (femmes/hommes)	64/65	64/65
Probabilité de sortie	LPP2015	LPP2015
Proportion d'invalidité	LPP2015	LPP2015

n. Capital

Dividendes :
Les dividendes sont reconnus comme une dette dès l'affectation du résultat des sociétés distributrices.

o. Emprunts porteurs d'intérêts

Les emprunts porteurs d'intérêts sont reconnus à leur valeur nominale.
Les intérêts payés (Cash) ou capitalisés (PIK) sont comptabilisés en charges (ou provisionnés) sur l'exercice auquel ils se rattachent.
Les frais d'émission d'emprunts directement attribuables lors de l'émission d'un passif financier sont déduits de la juste valeur initiale du passif concerné puis étalés sur la durée de vie selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
Les différents emprunts souscrits par la Société sont détaillés en note 2.b Financement.

p. Provisions

Une provision est constatée dans le bilan lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé, et s'il est probable que cette obligation résultera en une charge. Si l'impact est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus avec un taux d'actualisation (avant impôt) reflétant les estimations du marché sur le coût de l'argent et, lorsque nécessaire, les risques spécifiques à cette obligation.

q. Utilisation d'estimations

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

Le Direction du Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que sur celle de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Des changements de faits et circonstances économiques et financières peuvent amener le Groupe à revoir ses estimations.

Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers et de marchés disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels, la valeur est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent :

- la valorisation des Goodwill,
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité,
- les actifs d'impôts différés
- la valorisation des engagements de retraite

Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées

r. Gestion des risques et instruments financiers

Dans le cadre de ses activités usuelles, le Groupe est exposé aux risques de crédit, de change et de taux.

1. Risque de crédit

Le management a une politique en place permettant d'estimer le risque de crédit. Des évaluations de risque sont faites sur les demandes de crédit dépassant le plafond fixé.

A la date de clôture, aucune concentration significative de risque n'a été identifiée. Le niveau de risque maximal est constitué de la valeur nette de chaque créance du bilan.

2. Risque de taux

En sa qualité de tête de Groupe, la Société assure la quasi-totalité du financement du Groupe et centralise la gestion du risque de taux. Financière Hygie a mis en place une politique de couverture de sa dette à taux variable (Unirate bonds) avec l'objectif de sécuriser les cash-flows futurs en figeant ou plafonnant le taux d'intérêt payé.

Le Groupe a ainsi souscrit avec de partenaires bancaires 3 caps pour un nominal de 23 000 k€ couvrant une période allant pour le plus long d'entre eux jusqu'en octobre 2022.

Ces instruments de couverture ont été appréhendés en « *Cash-flow Hedge* » sur l'exercice. Cette comptabilité de couverture des flux de trésorerie a pour conséquence la reconnaissance des instruments dérivés au bilan de clôture à leur valeur de marché (impact

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

de 55 k€ pour le Groupe) avec la variation de juste valeur sur la partie efficace de la couverture enregistrée en capitaux propres (-23 k€) et la partie inefficace en résultat (-32 k€).

La sensibilité de la valorisation des instruments de couverture à la valeur de marché à une variation de taux d'intérêt de plus ou moins 0,5 % est la suivante :

Sensibilité en milliers d'euros	
Baisse des taux de 0,50%	Hausse des taux de 0,50%
10 k€	136 k€

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des différents modes de valorisation utilisés et s'appuie sur cette classification en conformité avec les normes comptables internationales pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur à la date d'entrée :

- Catégorie de niveau 1

Instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif.

- Catégorie de niveau 2

Instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables

- Catégorie de niveau 3

Instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les instruments de couverture sont classés en catégorie de niveau 2.

3. Risque de change

Le Groupe subit un risque de change dans le cadre des ventes, achats et emprunts, dont certains sont libellés en devises étrangères. Les devises présentant le risque le plus significatif, du fait des montants en jeu, sont le franc suisse et le peso argentin.

Le Groupe a comme politique de ne pas couvrir le risque de change sur les créances, dettes et emprunts libellés dans des monnaies étrangères. A la date de clôture de l'exercice, le Groupe a une exposition limitée sur le peso argentin.

L'exposition au risque de change par principale devise est la suivante :

(en milliers d'euros)	CHF	ARS	Total
Actif circulant	7 185	102	7 287
Passif circulant	7 892	131	8 023

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 4. Périmètre de consolidation

Société	Pays	Devise	% Intérêt	% Contrôle	Méthode (1) et (2)
			31/12/2018	31/12/2018	31/12/2018
Financière Hygie	France	EUR	100	100	Société mère
Sasec Group SAS	France	EUR	100	100	IG
Sasec France	France	EUR	100	100	IG
GS8C	France	EUR	100	100	IG
Le Tourneur	France	EUR	100	100	IG
Sasec RIF	France	EUR	100	100	IG
Sasec Latam	France	EUR	100	100	IG
CONFLUENCE	France	EUR	100	100	IG
NEWPRESSPRO	France	EUR	100	100	IG
Part Dieu Pressing	France	EUR	100	100	IG
ST FOY	France	EUR	99	100	IG
SBCBG	France	EUR	100	100	IG
PRESS38	France	EUR	100	100	IG
Baechler Teinturiers	Suisse	CHF	100	100	IG
DCI	Suisse	CHF	100	100	IG
Sasec Luxembourg	Luxembourg	EUR	100	100	IG
Monplaisir	Luxembourg	EUR	100	100	IG
Sasec Argentina SA	Argentine	ARS	99	100	IG
BRB Argentina SA	Argentine	ARS	98	100	IG
Dilexia SA	Argentine	ARS	99	100	IG
Sasec Espagne	Espagne	EUR	100	100	IG
Sasec Portugal	Portugal	EUR	100	100	IG
EPQ	France	EUR			NI
MEZZCO	France	EUR			NI
SASECMANCO	France	EUR			NI
My5àdom	France	EUR			NI
Pressec	France	EUR			NI
Vitton Pressing	France	EUR			NI
QUALISEC	France	EUR			NI
SECOGEST	France	EUR			NI
FRANPRESS	France	EUR			NI
GEMOS	France	EUR			NI
Lyon Est Pressing	France	EUR			NI
BEYNOST	France	EUR			NI
TIGNIEU	France	EUR			NI
Sasec Participacoes	Brésil	BRL			NI
DRILAV	Brésil	BRL			NI
Sasec Do Brazil Franchising	Brésil	BRL			NI
Losec	Brésil	BRL			NI
Sasec Hongrie	Hongrie	HUF			NI

(1) IG: Intégration globale

(2) NI : Non-intégré

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2018 se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	Frais de R&D	Logiciels	Marque	Droit au bail	Concessions, brevets & droits similaires	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Effet périmètre au 17/10/2017	45	1 645	28 693	290	114	249	31 036
Acquisitions	85	1 400	-	63	95	(257)	1 386
Cessions	-	(66)	-	-	(14)	(256)	(336)
Ecart de conversion	-	128	18	-	0	2	148
Reclassement	8	23	-	-	(8)	(3 103)	(3 080)
Entrée de périmètre	-	222	-	857	-	3 761	4 840
Sortie de périmètre	-	(108)	-	-	(63)	(358)	(529)
Variations de juste valeur	-	46	-	-	-	6	52
Valeurs brutes au 31/12/2018	218	7 049	28 740	1 210	905	362	38 985
Amortissements nets	(22)	(1 306)	(35)	(66)	(21)	(41)	(1 491)
Reprise sur cession	-	64	-	-	14	256	335
Reprise d'exploitation	-	201	-	-	-	-	201
Reclassement	(15)	(78)	-	-	(0)	(256)	(349)
Ecart de conversion	-	(111)	(16)	-	(0)	429	302
Changement de méthode	-	(4)	-	-	-	(6)	(10)
Entrée de périmètre	-	(145)	-	-	2	(28)	(171)
Sortie de périmètre	-	70	-	-	63	92	225
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	(116)	(5 068)	(580)	(66)	(723)	126	(6 420)
Valeurs nettes au 31/12/2018	102	1 981	28 660	1 144	182	488	32 557

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles au 31/12/2018 se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	Constructions	Agencements et aménagement	Equipements Mobilier magasins	Installations tech, matériel & outillage	Autres immobilisations corporelles	Immo. corporelles en cours	
Effets périmètre au 31/10/2017	619	5 393	4 179	2 699	1 621	457	14 970
Acquisitions	556	1 708	961	1 423	1 573	273	7 594
Cessions	(521)	(655)	(239)	(130)	(297)	(392)	(2 234)
Reclassement	-	362	104	27	(188)	11	116
Ecart de conversion	1	540	248	(2)	46	(9)	1 334
Entrée de périmètre	243	2 641	-	4 276	364	-	7 524
Sortie de périmètre	(190)	(119)	(116)	(806)	(172)	(1)	(1 304)
Changement de méthode	-	7	161	-	-	1	169
Valeurs brutes au 31/12/2018	1 119	34 539	19 628	13 387	5 942	402	74 412
Amortissements nets	(472)	(1 356)	(784)	(1 462)	(899)	(11)	(4 984)
Reprise sur cession	429	243	203	485	246	-	1 506
Reprise d'exploitation	-	-	-	(2)	16	26	40
Reclassement	-	(221)	(120)	(102)	106	-	(337)
Ecart de conversion	(0)	(436)	(180)	(1)	(40)	22	(635)
Changement de méthode	-	(5)	(179)	-	-	(1)	(185)
Entrée de périmètre	(239)	(2 821)	-	(1 934)	(166)	-	(5 060)
Sortie de périmètre	87	46	93	703	89	-	1 018
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	(606)	(29 211)	(14 695)	(8 214)	(3 645)	(25)	(56 397)
Valeurs nettes au 31/12/2018	513	5 327	4 932	5 173	2 297	377	18 020
Dont immobilisation en crédit-bail	-	-	720	489	717	-	1 926

Note 7. Autres actifs non courants

Les autres actifs courants se composent de :

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Titres de participation non consolidés	382	(2)	380
Prêts, cautionnements et autres créances	2 124	(177)	1 947
Total des autres actifs financiers non courants	2 506	(59)	2 446

Les titres de participation représentent des participations non significatives dans des entreprises et ne sont donc pas consolidés.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 8. Stocks et en-cours

Les stocks et en cours au 31/12/2018 se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	Consommables	Outillage magasins	Equipements magasins	Autres stocks	Total
Effets de périmètre au 17/10/2017	2 100	714	142	430	3 386
Variation nette de la période	(49)	89	46	(206)	(120)
Sortie de périmètre	(60)	(343)	-	(21)	(424)
Autre Variation	(52)	(5)	(13)	(4)	(74)
Valeurs brutes au 31/12/2018	1 939	499	187	320	2 945
Dépréciation	-	9	(15)	(6)	(12)
Sortie de périmètre	-	50	-	-	50
Autre Variation	(0)	(15)	-	-	(15)
Dépréciations cumulées au 31/12/2018	0	-	(28)	(127)	(155)
Valeurs nettes au 31/12/2018	1 939	499	159	193	2 790

Note 9. Créances clients et autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Créances clients - brut	6 012
Factures à établir	696
Dépréciations sur créances clients	(2 636)
Créances clients nettes	4 072

Les autres actifs courants et les créances d'impôts courants se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Autres créances d'exploitation	852
Créances sociales	136
Autres créances diverses	1 442
Charges constatées d'avance	1 296
Créances fiscales	2 600
Autres actifs courants et créances d'impôts courants	5 825

Note 10. Trésorerie

La trésorerie au 31 décembre 2018 se compose ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Placements et équivalents de trésorerie	157
Disponibilités	6 551
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 709

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 11. Capital social

Au 31 décembre 2018, le capital social de 18 331 217 euros composé de 18 331 217 actions à 1 €. Il se repartie de la manière suivante:

Table with 2 columns: Description, 31/12/2018. Rows include: Nombre d'actions, Nombre d'actions à la création, Augmentation de capital, Capital social à la clôture.

Note 12. Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentée ci-dessous :
Les variations de juste valeur sont liées aux retraitements des frais d'émission des emprunts conformément à IFRS 9 et des couverture de taux.

Dettes Obligataires
Les dettes obligataires convertibles sont considérés comme des quasi fonds propres au sens de la documentation bancaire.

Table with 9 columns: (en milliers d'euros), Bilan de périmètre au 31/12/2017, Entrée de périmètre, Augmentations, Diminutions, Variation de juste valeur, Reclassements, Sorties de périmètre, Ecart de conversion, 31/12/2018. Rows include: BDC Bonds - non courant, Dettes obligataires convertibles.

Dettes auprès d'établissements de crédit

Table with 9 columns: (en milliers d'euros), Bilan de périmètre au 31/12/2017, Entrée de périmètre, Augmentations, Diminutions, Variation de juste valeur, Reclassements, Sorties de périmètre, Ecart de conversion, 31/12/2018. Rows include: Unirate Bonds, Emprunts auprès établis. de crédit, Emprunts auprès établis. de crédit - crédit-bail, Autres emprunts et dettes assimilées, Autres emprunts et dettes assimilées - courant, ICNE - Unirate Bonds (Mezzanine), ICNE - BDC Bonds (Senior acquisition), ICNE - Autres dettes, Concours bancaires (trésorerie passive), Total des passifs financiers.

L'échéancier des décaissements futurs des dettes obligataires convertibles et emprunts est détaillé ci-dessous :

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	Moins d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
BDC Bonds - non courant	-	-	-	-	-	20 556	20 556
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-	-	20 556	20 556
Unirate Bonds - non courant	-	-	-	-	-	29 763	29 763
Emprunts auprès d'établissements de crédit - non courant	-	602	516	63	1 182	378	2 641
Emprunts auprès d'établissements de crédit - crédit-bail - non courant	-	832	445	153	1 430	(277)	2 383
Emprunts auprès d'établissements de crédit - courant	678	-	-	-	-	-	678
Emprunts auprès d'établissements de crédit - crédit-bail - courant	1 271	-	-	-	-	307	1 578
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	-	32	-	-	32	(31)	3
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	1 201	-	-	-	-	-	1 201
ICNE - BDC Bonds (Senior acquisition) - courant	358	-	-	-	-	-	358
ICNE - Unirate Bonds (Mezzanine) - courant	463	-	-	-	-	-	463
ICNE - Autres dettes - courant	15	-	-	-	-	(15)	-
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-	-	-	-	-	15	15
Dettes auprès d'établissements de crédit	4 937	1 468	961	216	2 645	30 029	37 211

Note 13. Provisions

Les provisions ci-dessous sont ventilées par natures et par échéances (à moins d'un an et à plus d'un an)

(en milliers d'euros)	Entrée de périmètre au 17/10/2017	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2018
Provisions pour litiges - non courant	2 533	(8)	-	(2 526)	-
Autres provisions pour risques - non courant	60	129	(25)	17	181
Autres provisions pour charges - non courant	15	59	-	-	74
Total des provisions non courantes	2 608	181	(25)	(2 509)	255

(en milliers d'euros)	Entrée de périmètre au 17/10/2017	Dotation exploitation	Reprise d'exploitation	Autres	31/12/2018
Provisions pour litiges - courant	16	4	-	1	21
Autres provisions pour risques - courant	331	744	(21)	9	1 063
Autres provisions pour charges - courant	966	223	(19)	(1 170)	(0)
Total provisions courantes	1 313	971	(40)	(1 160)	1 085

Les principales variations concernent les sorties de périmètre de la période.

Note 14. Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et autres passifs courants se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dettes fournisseurs	9 529
dont Factures non parvenues	1 161
Clients - Avances et acomptes reçus	45
Dettes sociales - courant	7 205
Credit Cash	405
Autres dettes - courant	234
Produits constatés d'avance et autres comptes de	1 220
Clients - Avoirs et RRR	39
Comptes courants groupe passifs - courant	(35)
Dettes d'impôts courants	1 899
Total Autres passifs courants	14 012

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dettes fiscales - non courant	
Produits constatés d'avance - non courant	440
Dettes sociales - non courant	
Comptes courants groupe passifs - non courant	
Autres dettes - non courant	236
Total Autres passifs non courants	676

Note 15. Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes sont composés de :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Consommables	(2 102)
Fluides (eau, électricité, gaz)	(6 388)
Locations et charges locatives	(13 624)
Personnel intérimaire	(266)
Dépense de Marketing	(1 173)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(2 109)
Autres charges externes	(7 025)
Total autres achats et charges externes	(31 685)

Note 16. Charges de personnel

Au 31 décembre 2018 les charges de personnel se composent de :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Salaire et traitements	(42 076)
Charges sociales	(8 586)
Bonus	(514)
Autres charges de personnel (dont intéressement)	(1 374)
Total	(51 550)

Le nombre d'employés au 31/12/2018 (en ETP) est de 1 398

(en milliers d'euros)	2018-12
Cadres	83
Agents de maîtrise et techniciens	152
Employés	859
Ouvriers	304
Total	1 398

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 17. Produits et charges courants

Les produits et charges courants se détaillent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31/12/2018</i>
Autre produits d'exploitation courante	8 041
Production immobilisée	222
Subventions d'exploitation	619
Autres produits	309
Transferts de charges d'exploitation	337
Rep./dép. des créances (actif circulant)	530
Total autres produits courants	5 058
Autres charges	(552)
Pertes sur créances irrécouvrables	(588)
Litiges magasins	(555)
Dot./dép. des actifs circulants	(56)
Total autres charges courantes	(1 550)

Note 18. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se détaillent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31/12/2018</i>
Charges excep. s/ exercices antérieurs	(4)
VNC des titres conso cédés	4 381
Autres charges opérationnelles	(5 618)
Produits de cession de titres (conso.)	348
Produit/charge nette sur cession d'immo. incorp.	(0)
Produit/charge nette sur cession d'immo. corp.	(304)
Subv. Invest. virées au résult. de l'ex.	41
Autres produits opérationnels	718
Dot. excep. dép. actif circulant	(988)
Total	(1 430)

Note 19. Coût de l'endettement

Le coût de l'endettement financier net se compose ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31/12/2018</i>
Intérêts BDC Bonds (Mezzanine)	(1 734)
Intérêt Unirate (acquisition)	(2 012)
Charges d'intérêts sur emprunt	(862)
Unirate debt fees	(495)
Intérêts payés sur C/C	(47)
Autres intérêts	(1 272)
Autres chges financières sur équiv. de trésorerie	(249)
Coût de l'endettement financier brut	(6 170)

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 20. Autres produits et charges financières

Les autres produits et charges financières se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains de change	1 016
Produits de cession de titres	49
Transfert de charges financières	852
Total autres produits financiers	2 923
Pertes de change	(1 388)
Variation de juste valeur (charge)	(92)
Autres charges financières	(67)
Charge d'actualisation	(684)
VNC des titres cédés	(169)
Total autres charges financières	(4 840)
Total	583

Note 21. Impôts

- Charge nette d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Charge d'impôt exigible	(596)
Charge d'impôt différé	(141)
Total	(737)

- Impôts différés par natures

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Différences temporaires	(95)
Déficits fiscaux reportables	8
Impôts différés sur retraitements	255
Dépréciation IDA	(26)
Impôts différés liés à la marque	
Impôt différé net	141

- Preuve d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Résultat net consolidé avant écart d'acquisition	(10 299)
Impôts comptabilisés	(736)
Résultat consolidé avant impôt et amortissement écart d'acquisition	(9 563)
Taux d'impôt constaté	7,70%
Taux de droit commun	28,00%
Charge théorique d'impôt (B)	2 966
Ecart à expliquer	(3 702)
Ecart permanent	781
Retraitements conso sans ID	(1 812)
Impôts différés de l'exercice non reconnus	4 737
Autres (dont écart de taux)	16
Total impôts	3 702

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

Le montant du report déficitaire (non reconnu) du Groupe d'intégration fiscale s'élève à 49 013 k€ à la clôture de l'exercice.

Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Effets périmètre au 17/10/2017	642
Impôts différés passifs à l'ouverture	2 400
Impôts différés nets à l'ouverture	1 758
Charge de l'exercice	(141)
Autres variations	375
Impôts différés nets à la clôture	1 524
Dont Impôts différés actifs	960
Dont Impôts différés passifs	2 504

Les autres variations de la période correspondent pour l'essentiel aux entrées de périmètre.

Note 22. Information additionnelle sur la répartition du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires réparti par zones géographiques :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Argentine	4 026
France	40 856
Suisse	32 037
Espagne	6 368
Luxembourg	7 980
Portugal	4 898
Hongrie	554
Brésil	777
Total Chiffre d'Affaires	97 496

Chiffre d'affaires réparti par type d'activités :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
B2C Revenues	73 553
B2B revenues	10 000
B2B2C revenues	72
Franchise	5 305
Logistique	3 083
Production vendue de services	5 112
Ventes de marchandises	169
Total Chiffre d'Affaires	97 496

Note 23. Informations relatives aux parties liées

Identités des parties liées

Les conventions passées entre la Société 5àSec Group et ses sociétés affiliées sont une convention de gestion de trésorerie, une convention de prestation de services aux termes de laquelle la société fournit notamment des prestations de direction générale, de

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Comptes consolidés - Décembre 2018

positionnement marketing (marques, concepts, communication...), de coordination techniques (achats, investissement, optimisation du parc...), d'organisation administratives, financières, et une convention d'intégration fiscale.

- Transaction avec les dirigeants

Le Management du Groupe détient 3,9% de la Société Financière Hygie par l'intermédiaire de sociétés ad'hoc (pourcentage de détention des droits de vote sur la base des fonds propres et quasi-fonds propres).

- Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration

L'information sur les rémunérations reçues des membres des organes de direction de l'entreprise consolidante au titre de leurs fonctions dans des entreprises contrôlées n'est pas donnée car cela reviendrait à communiquer des rémunérations individuelles.

- Relations avec d'autres parties liées :

Il n'y a pas eu en 2018 de transactions avec les autres parties liées.

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 24. Engagements hors bilan

• Engagements recus

Engagement des Banques prêteuses

Dans le cadre de la Convention de Crédits signée en date du 17 octobre 2017, le Groupe, via sa filiale 5 à Sec RIF, dispose d'une ligne de Crédit Renouvelable (*Revolving Credit Facility*) destinée à financer ses besoins en fonds de roulement, d'un montant maximum de 5 000 K€ dont 3 800 k€ non tiré au 31 décembre 2018.

Option d'achat

Dans le cadre de la cession de sa filiale brésilienne, le Groupe dispose d'une option d'achat des parts de 5àsecParticipacoes de 5 ans à compter du 8 mai 2020. Cette option est assortie d'une garantie d'un an de salaire octroyée aux deux managers acquéreurs à compter de la levée de l'option avec une garantie d'actif et de passif limitée à 10 % du prix.

• Engagements donnés

Garanties

Dans le cadre de la cession de sa filiale brésilienne 5àsecParticipacoes, une garantie a été accordée aux managers acquéreurs en cas d'atteinte à leurs biens propres d'une durée 5 ans ou durée de prescription.

Covenants bancaires

L'ensemble des financements souscrit le 17 octobre 2017 est conditionné par le respect de ratios à date de clôture de chaque arrêté semestriel et annuel :

- Leverage : ratio EBITDA Normalif / Dette financière nette (hors obligations convertibles)
- Capex : plafonnement des investissements avec report des non-consommations.

Le non-respect de ces ratios donne aux prêteurs la faculté d'exiger le remboursement anticipé leurs concours.

Les Conventions prévoient également la mise en place d'une couverture de taux pour un montant et une durée minimum.

Suretés

Dans le cadre de la souscription de la dette obligataire convertible « BDC Bonds » et de l'emprunt bancaire « Unirate Bond » en date du 17 octobre 2017, le Groupe a accordé les nantissements des actifs suivants :

- Compte-titres de Financière Hygie (5àSec Group, 5àSec Managers Company, EPQ Pressing, Mezzco)
- Compte Bancaire de Financière Hygie d'un montant de 24 K€ au 31 décembre 2018
- Créances de Financière Hygie (prêt intragroupe accordé à 5 à Sec Group de 46 001 K€ au 31 décembre 2018)
- Compte-titres de 5àsec Group (5 à Sec RIF, Newpresspro)
- Compte Bancaire de 5àsec Group d'un montant de 267 k€ à la clôture.
- Créances de 5àsec Group (prêt intragroupe accordé à 5àsec RIF de 13 245 k€ au 31 décembre 2018, Baechler Teinturiers 4 038 k€ et NewPrespro 3 436 k€)
- Titres de Baechler Teinturiers (Monplaisir)

Dans le cadre de la convention de Crédit Renouvelable (*Revolving Credit Facility*) signée en date du 17 octobre 2017, 5àSec RIF a accordé le nantissement de son compte-titres (5à Sec France).

Autres

Engagements donnés (K euros)	31/12/2018
Avals et cautions (donnés)	363
Total	363

INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
Comptes consolidés - Décembre 2018

Note 25. Honoraires CAC

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de leurs travaux au cours de l'exercice s'élève à 399 k€.